



# EUROJUST

Rapport Annuel 2012



© Eurojust, 2013

Cette publication couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012

Numéro de catalogue: QP-AA-13-001-FR-C

ISBN: 978-92-95084-33-9

ISSN: 1831-4295

DOI: 10.2812/52855

*Pour toute demande:*

Tel: + 31 70 412.5000

E-mail: [info@eurojust.europa.eu](mailto:info@eurojust.europa.eu)

Website: [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu)



## Rapport annuel 2012



Eurojust a pour objectif d'être l'acteur principal et le centre d'expertise au niveau judiciaire dans la lutte contre la criminalité organisée transfrontalière au sein de l'Union européenne.

# Table des matières

Remarque concernant la décision instituant Eurojust .....	5
Liste des abréviations .....	5
Avant-propos .....	7
Résumé .....	8
Le 10 <sup>e</sup> anniversaire d'Eurojust .....	10
<i>Célébrations à la Nieuwe Kerk et au Ridderzaal, les 27 et 28 février 2012</i> .....	11
<i>Visite de Sa Majesté la Reine Beatrix des Pays-Bas</i> .....	11
<b>1     ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES .....</b>	<b>14</b>
1.1   Introduction .....	15
1.2   Aperçu des dossiers traités par Eurojust.....	15
<i>Difficultés générales et bonnes pratiques</i> .....	15
<i>Les réunions de coordination</i> .....	17
<i>Les centres de coordination</i> .....	18
<i>Les articles 6 et 7 de la décision Eurojust</i> .....	18
<i>Les conventions d'entraide judiciaire</i> .....	19
<i>Obstacles liés à la collecte et à la recevabilité des éléments de preuve</i> .....	20
<i>Prévention et règlement des conflits de compétence</i> .....	20
<i>La transmission des procédures pénales (dénonciations officielles)</i> .....	21
<i>L'échange de casiers judiciaires</i> .....	21
<i>Les mandats d'arrêt européens</i> .....	22
<i>Les décisions de gel de biens</i> .....	24
<i>La confiscation et le recouvrement des avoirs</i> .....	25
<i>Les livraisons surveillées</i> .....	25
1.3   Aperçu général des activités d'Eurojust dans les domaines prioritaires de la criminalité .....	26
<i>Le terrorisme</i> .....	26
<i>Le trafic de stupéfiants</i> .....	27
<i>La traite des êtres humains</i> .....	29
<i>La fraude</i> .....	30
<i>La corruption</i> .....	31
<i>La cybercriminalité</i> .....	31
<i>Le blanchiment d'argent</i> .....	33
<i>Les groupes criminels organisés (mobiles)</i> .....	33
<i>L'immigration illégale</i> .....	34
<i>Le point de contact chargé de la protection des enfants à Eurojust – Les infractions commises à l'encontre des enfants</i> .....	35
<i>Les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE</i> .....	36
1.4   Les équipes communes d'enquête.....	37
<i>Le soutien financier d'Eurojust aux opérations des ECE</i> .....	38
1.5   Les dossiers soumis à Eurojust impliquant des États tiers.....	39
<i>Les procureurs de liaison des États tiers détachés auprès d'Eurojust</i> .....	40
1.6   Eurojust et le réseau de praticiens .....	40
<i>Le Réseau judiciaire européen</i> .....	40
<i>Le réseau des ECE</i> .....	41
<i>Le réseau Génocide</i> .....	41

<b>2</b>	<b>RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS ET PARTENAIRES DE L'UE .....</b>	<b>42</b>
2.1	Relations institutionnelles .....	43
	<i>Le Parlement européen.....</i>	<i>43</i>
	<i>Le Conseil de l'Union européenne.....</i>	<i>43</i>
	<i>La Commission européenne.....</i>	<i>43</i>
2.2	Relations avec les réseaux de praticiens.....	44
	<i>Le réseau européen de formation judiciaire.....</i>	<i>44</i>
	<i>Le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs des poursuites des États membres de l'UE.....</i>	<i>44</i>
2.3	Agences et organes de l'UE .....	45
	<i>Europol.....</i>	<i>45</i>
	<i>L'Office européen de lutte anti-fraude.....</i>	<i>45</i>
	<i>Frontex.....</i>	<i>46</i>
	<i>Le CEPOL.....</i>	<i>46</i>
2.4	Les relations avec les États et organisations tiers extérieures à l'Union européenne .....	46
<b>3</b>	<b>LA DÉCISION EUROJUST ET L'AVENIR .....</b>	<b>48</b>
3.1	La mise en œuvre de la décision du Conseil sur Eurojust .....	49
3.2	La sixième série d'évaluations mutuelles consacrées à la mise en œuvre pratique et à l'application de la décision Eurojust et de la décision sur le Réseau judiciaire européen dans les États membres.....	50
3.3	Le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust .....	50
3.4	La conférence sur les <i>Dix ans d'Eurojust, réalisations opérationnelles et défis à venir</i> .....	50
<b>4</b>	<b>ÉVOLUTIONS ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>52</b>
4.1	Évolutions administratives .....	53
4.2	L'accès du public aux documents .....	53
<b>5</b>	<b>SUIVI DES CONCLUSIONS DU CONSEIL .....</b>	<b>56</b>
	<b>ANNEXE : STATISTIQUES POUR 2012.....</b>	<b>58</b>
	<i>Graphique 1 – Évolution du nombre de dossiers de 2002 à 2012.....</i>	<i>59</i>
	<i>Graphique 2 – Dossiers bilatéraux/multilatéraux par bureau national en 2012 .....</i>	<i>59</i>
	<i>Graphique 3 – Dossiers ouverts et clôturés entre 2003 et 2012.....</i>	<i>60</i>
	<i>Graphique 4 – Classification générale des dossiers.....</i>	<i>60</i>
	<i>Graphique 5 – Types de criminalité prioritaires dans les dossiers d'Eurojust.....</i>	<i>61</i>
	<i>Graphique 6 – Types de criminalité prioritaires et autres types de criminalité dans les dossiers d'Eurojust.....</i>	<i>61</i>
	<i>Graphique 7 – Dossiers d'Eurojust, pays requérants.....</i>	<i>62</i>
	<i>Graphique 8 – Dossiers d'Eurojust, pays requis.....</i>	<i>62</i>
	<i>Graphique 9 – Nombre total de réunions de coordination.....</i>	<i>63</i>
	<i>Graphique 10 – Réunions de coordination, pays requérants.....</i>	<i>63</i>
	<i>Graphique 11 – Réunions de coordination, pays requis.....</i>	<i>64</i>

# Remarque concernant la décision instituant Eurojust

Décision Eurojust – La décision du Conseil du 28 février 2002 portant création d'Eurojust dans le but de renforcer la lutte contre la criminalité grave, modifiée en dernier lieu par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 relative au renforcement d'Eurojust, sera désignée ci-après « décision Eurojust ».

Une version consolidée de la décision Eurojust, préparée par le Secrétariat général du Conseil à des fins d'information uniquement, est disponible sur notre site internet à l'adresse [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu).

## Liste des abréviations

CMS	Système de gestion des dossiers ( <i>Case management system</i> )
CR	Commission rogatoire
ECE	Équipe commune d'enquête
EIO	Décision d'enquête européenne ( <i>European investigation order</i> )
ENCS	Système national de coordination d'Eurojust ( <i>Eurojust National Coordination System</i> )
EMCO	Évaluation de la menace que représente le crime organisé
GCO	Groupe criminel organisé
MAE	Mandat d'arrêt européen
MLA	Entraide judiciaire en matière pénale ( <i>Mutual legal assistance</i> )
MPE	Ministère public européen
OCC	Dispositif permanent de coordination ( <i>On call coordination</i> )
TEH	Traite des êtres humains
TE-SAT	Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité de Lisbonne)





Bâtir de solides partenariats est à la base du progrès, en permettant de répondre aux besoins des citoyens pour une Europe plus sûre, plus libre et plus juste.



# Avant-propos

J'ai le plaisir de vous présenter le onzième rapport annuel dressant le bilan des activités opérationnelles d'Eurojust, de son évolution organisationnelle et de ses relations avec ses partenaires en 2012.

Eurojust a poursuivi ses avancées dans le soutien et le renforcement de la coordination et de la coopération entre les autorités nationales d'enquête et de poursuite des États membres, dans le traitement de dossiers ayant trait à la criminalité transfrontalière grave.

Les réunions de coordination et les centres de coordination, outils uniques d'Eurojust, sont fréquemment utilisés et appréciés par les praticiens. Ils simplifient les opérations et facilitent un suivi judiciaire immédiat tout en permettant de surmonter les difficultés juridiques et pratiques résultant des différences entre les 30 systèmes juridiques existant au sein de l'Union européenne.

Il convient également de souligner les tendances et résultats positifs des équipes communes d'enquête, qui sont un instrument de coopération mettant en œuvre les principes d'une reconnaissance et d'une confiance mutuelles. Eurojust est fière d'être une force motrice du fonctionnement réussi des équipes communes d'enquête en apportant son assistance sous forme de conseils, en hébergeant le Secrétariat du réseau des ECE et par l'intermédiaire de son Projet de financement des ECE.



Eurojust reste engagée dans le traitement des priorités de l'UE en matière de criminalité et ce, d'une manière coordonnée, cohérente et complète et à contribuer au renvoi des délinquants devant les juridictions compétentes, tout en travaillant aux côtés d'Europol, des agences œuvrant dans le domaine JAI et plus généralement de tous les acteurs essentiels dans ce domaine.

Les rapports stratégiques sur le trafic de stupéfiants et la traite des êtres humains, émanant d'Eurojust et disponibles sur son site internet, mettent en lumière les principales difficultés rencontrées dans l'échange d'informations, la coordination des efforts, l'exercice de l'entraide judiciaire en matière pénale et de la mise en œuvre des instruments de coopération judiciaire, et proposent des solutions pour surmonter les problèmes identifiés.

Les changements introduits par la décision Eurojust renforcent les capacités opérationnelles de l'institution et ses liens avec les autorités nationales compétentes des États membres. La sixième série d'évaluations mutuelles dans les États membres concernant la décision Eurojust, lancée en mai 2012, donnera l'élan nécessaire à sa mise en œuvre complète et contribuera à l'identification des problèmes et des bonnes pratiques.

Avec l'entrée en vigueur du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), Eurojust a également poursuivi, dans le cadre de différents forums, son travail de réflexion sur les perspectives d'un futur renforcement d'Eurojust ainsi que sur la possibilité de créer un ministère public européen « à partir » d'Eurojust.

Durant cette année mémorable, au cours de laquelle Eurojust a fêté son 10<sup>e</sup> anniversaire, j'ai été élue présidente d'Eurojust en avril, alors que M. Carlos Zeyen, membre national pour le Luxembourg, a été élu vice-président en mai.

Après 10 années de fonctionnement, Eurojust a atteint sa « vitesse de croisière ». En ma qualité de présidente d'Eurojust, je suis confiante dans notre expérience et notre expertise pour explorer et mettre en œuvre notre potentiel afin de relever les nouveaux défis que nous réserve l'avenir.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' and 'C' followed by a horizontal line.

**Michèle CONINSX**  
Présidente d'Eurojust

# Résumé

Le nombre de demandes d'assistance liées à la lutte contre la criminalité transfrontalière grave émanant des États membres a progressé de 6,4 %, passant de 1 441 en 2011 à 1 533 en 2012.

Eurojust a vu son rôle se développer en termes de coordination et de facilitation :

- ▶ le nombre de réunions de coordination s'est élevé à 194 en 2012, en légère régression par rapport aux 204 réunions tenues en 2011, chiffre qui reflète vraisemblablement l'utilisation plus efficace qui est faite de cet outil ;
- ▶ le nombre de centres de coordination est resté le même qu'en 2011, à savoir sept ;
- ▶ l'implication d'Eurojust dans la mise en place d'ECE a augmenté de 42 %, dont le nombre est passé de 33 en 2011 à 47 en 2012 ;
- ▶ une utilisation combinée de ces outils de coordination a été observée ;
- ▶ le nombre de dossiers concernant l'exécution de mandats d'arrêt européens s'est élevé à 259 ;
- ▶ une plus grande implication des procureurs de liaison détachés auprès d'Eurojust a été constatée, en particulier pour ce qui est de la Norvège ;
- ▶ le nombre de dossiers ouverts à Eurojust a augmenté dans les domaines suivants, s'agissant de priorités de l'Union européenne en 2012 : fraude, trafic de stupéfiants, groupes criminels organisés (mobiles), blanchiment d'argent, traite des êtres humains, cybercriminalité, terrorisme, corruption et immigration illégale ;
- ▶ Eurojust a rendu publics deux rapports stratégiques en 2012, qui ont été ultérieurement publiés en tant que documents de l'UE :
  - « Renforcer le travail d'Eurojust dans les affaires de trafic de stupéfiants » (*Enhancing the work of Eurojust in drug trafficking cases*), soulignant la complexité des activités à mener pour coordonner des affaires de trafic de stupéfiants de haut niveau

## Collège des membres nationaux, mars 2013



Assis, de gauche à droite : Laima Čekelienė, LT ; João Manuel Da Silva Miguel, PT ; Robert Sheehan, IE ; Francesco Lo Voi, IT ; Raivo Sepp, EE, vice-président ; Michèle Coninx, BE, présidente ; Carlos Zeyen, LU, vice-président ; Donatella Frendo Dimech, MT ; Lampros Patsavellas, EL ; Mariana Lilova, BG ; Gunars Bundzis, LV ;

Debout, de gauche à droite : László Venczl, HU ; Francisco Jiménez-Villarejo, ES ; Jolien Kuitert, NL ; Lukáš Starý, CZ ; Jesper Hjortenbergh, DK ; Hans-Holger Herrnfeld, DE ; Harri Tiesmaa, FI ; Leif Görts, SE ; Frances Kennah, UK ; Daniela Buruiană, RO ; Sylvie Petit-Leclair, FR ; Mariusz Skowroński, PL ; Ingrid Maschl-Clausen, AT ; Malči Gabrijelčič, SL ; Ladislav Hamran, SK ; Katerina Loizou, CY

- et « Action d'Eurojust contre la traite d'êtres humains : Rapport final et Plan d'action pour 2012 – 2016 » (*Eurojust's Action against Trafficking in Human Beings : Final Report and Action Plan for 2012 – 2016*) ;
- la sixième série d'évaluations mutuelles consacrées à la mise en œuvre pratique et à l'application de la décision Eurojust dans les États membres, qui a *débuté en mai 2012, prendra fin en 2014. À la fin 2012, selon les informations reçues des États membres*, onze d'entre eux n'avaient pas encore mis en œuvre la décision Eurojust. Eurojust espère que la sixième série d'évaluations mutuelles insufflera le dynamisme nécessaire aux États membres pour qu'ils mettent entièrement en œuvre la décision Eurojust ;
- mise en œuvre interne de la décision Eurojust : travail supplémentaire réalisé sur l'ENCS pour les transmissions sécurisées par courrier électronique ; fonctionnement complet de l'OCC ; développement du CMS ; et élaboration d'un formulaire PDF « intelligent » pour les informations transmises en vertu de l'article 13. En outre, une première réunion de correspondants nationaux a eu lieu pour discuter et échanger les bonnes pratiques, les expériences et la situation actuelle en termes de mise en place et de fonctionnement de l'ENCS dans les États membres ;
- le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust existe depuis 2009. Dans l'optique des propositions annoncées par la Commission concernant l'article 85 du TFUE, le groupe de travail a poursuivi son travail sur la réforme d'Eurojust, portant notamment sur les possibles paramètres de gouvernance et l'implication du Parlement européen et des parlements nationaux dans l'évaluation des activités d'Eurojust. Le groupe de travail a également poursuivi ses activités sur l'article 86 du TFUE concernant la création du MPE ;
- le protocole d'accord entre Eurojust et la Commission : le 20 juillet 2012, Eurojust et la Commission européenne ont signé un protocole d'accord formalisant l'échange d'informations et visant à renforcer leur coopération sur les questions d'intérêt mutuel ;
- évolutions administratives :
  - les procureurs, juges et officiers de police ayant leur lieu de travail régulier dans les locaux d'Eurojust à La Haye étaient au nombre de 45 en 2012 ;
  - Eurojust a été dotée en 2012 d'un budget de 32 967 000 EUR, qui a fait l'objet d'une utilisation record de 98 % ;
  - le nombre d'ECE soutenues financièrement par Eurojust a pratiquement doublé par rapport à 2011, avec 62 ECE impliquant 22 États membres.



Le 10<sup>e</sup> anniversaire d'Eurojust





## Célébrations à la Nieuwe Kerk et au Ridderzaal, les 27 et 28 février 2012

Le 28 février 2012, Eurojust a célébré une importante étape : son 10<sup>e</sup> anniversaire. Pour marquer cette occasion, deux événements ont été organisés. Dans la soirée du 27 février, Eurojust a tenu son ALUMNIGHT à la Nieuwe Kerk à La Haye, en présence d'ambassadeurs, de ministres de la Justice et de représentants de haut rang du Conseil, de la Commission et du Parlement européen. Des entretiens ont été menés avec l'ancien président et la présidente actuelle d'Eurojust, avec les membres nationaux ainsi qu'avec le personnel administratif, dont le rôle a été essentiel pour le développement d'Eurojust. Eurojust a présenté son premier film promotionnel et lancé son nouveau site internet.

Le lendemain matin, en prélude à la réunion informelle des ministres du Conseil (Justice et Affaires intérieures) sous la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne, des responsables de haut rang ont rendu hommage à Eurojust au Ridderzaal historique, à La Haye. Les personnalités suivantes sont intervenues : S.E. I.W. Opstelten, ministre de la Justice des Pays-Bas, représentant Sa Majesté la Reine Beatrix, M. Morten Bødskov, ministre de la Justice du Danemark,

M. J.J. van Aartsen, maire de La Haye, M. Aled Williams, président d'Eurojust, M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, Mme Myria Vassiliadou, coordinatrice de l'Union européenne pour la lutte contre la traite des êtres humains, et Mme Françoise Le Bail, directrice générale de la DG Justice, représentant Mme Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne et Commissaire européenne à la Justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté.

Une conférence de presse s'est tenue après la cérémonie d'ouverture, à laquelle étaient présents M. Williams, les deux vice-présidents d'Eurojust, Mme Michèle Coninx et M. Raivo Sepp, ainsi que M. Bødskov, M. de Kerchove et Mme Le Bail.

La réunion informelle des ministres du Conseil (Justice et Affaires intérieures) après la cérémonie d'ouverture a porté sur « *Les principales réalisations et le développement futur d'Eurojust : comment renforcer le rôle d'Eurojust dans la coopération judiciaire entre les services d'enquête et de poursuites des États membres* ».

## Visite de Sa Majesté la Reine Beatrix des Pays-Bas

Dans le contexte de la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire d'Eurojust, la présidente d'Eurojust, Mme Coninx, a eu le grand honneur d'accueillir, le 26 septembre 2012, Sa Majesté la Reine Beatrix des Pays-Bas dans les locaux d'Eurojust. Sa Majesté a rencontré les membres nationaux et les procureurs de liaison, ainsi que le personnel administratif. Une œuvre d'art com-

mémorative en cristal a été réalisée à l'occasion de sa visite. Plusieurs présentations ont été faites sur Eurojust et son histoire, accompagnées d'illustrations pratiques. Sa Majesté s'est montrée bien informée du travail d'Eurojust et des défis à relever par l'Union européenne dans sa lutte contre la criminalité transfrontalière grave.









Activités opérationnelles



## 1.1 Introduction

Les axes de travail prioritaires d'Eurojust pour 2012, adoptés conformément aux conclusions du Conseil sur la définition des priorités de l'UE dans la lutte contre la criminalité organisée, sont le terrorisme, le trafic de drogues, la traite des êtres humains, la fraude, la corruption, la cybercriminalité (y compris les images d'abus sexuels à l'encontre d'enfants), le blanchiment d'argent, la criminalité organisée [y compris les groupes criminels organisés mobiles (itinérants)], l'immigration illégale, ainsi que les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE (dites « infractions PIF »). Les dossiers opérationnels d'Eurojust dans ces domaines, y compris les difficultés et les bonnes pratiques identifiées, ainsi que ses initiatives stratégiques et ses contributions, sont présentés plus en détail ci-après.

En 2012, Eurojust a apporté son assistance aux États membres dans 1 533 affaires, soit une augmentation de 6,4 % par rapport à 2011, dont environ 20 % impliquaient trois pays ou plus et dont 78 % portaient sur les types de criminalité identifiés ci-dessus comme prioritaires pour l'UE. Les autres dossiers concernaient essentiellement des infractions autres que celles visées à l'article 4, paragraphe 1, de la décision Eurojust et pour lesquelles les autorités compétentes des États membres ont demandé l'assistance d'Euro-

just (article 4, paragraphe 2, de la décision Eurojust), suivis par les dossiers relatifs à des infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté personnelle. Des statistiques détaillées sur les dossiers traités et les États membres concernés sont présentées en annexe.

Les praticiens considèrent que les réunions de coordination d'Eurojust constituent l'un de ses principaux instruments rapprochant les autorités judiciaires et policières. Si le nombre total de réunions de coordination a légèrement diminué, passant de 204 en 2011 à 194 en 2012, il est constaté que cette diminution reflète l'utilisation plus efficace qui est faite de cet outil. Environ 55 % des réunions de coordination ont impliqué trois pays ou plus, 89 % d'entre elles concernant des types de criminalité prioritaires.

Tout comme en 2011, sept centres de coordination ont été mis en place par Eurojust en 2012.

La participation d'Eurojust à la constitution d'ECE a augmenté de 42 % pour passer de 33 en 2011 à 47 en 2012. Le nombre d'ECE soutenues financièrement par Eurojust a pratiquement doublé entre 2011 et 2012 pour atteindre un total de 62.

## 1.2 Aperçu des dossiers traités par Eurojust

### Difficultés générales et bonnes pratiques

Le travail d'Eurojust en 2012 reflète son engagement permanent dans la résolution des difficultés rencontrées dans les dossiers liés à la criminalité transfrontalière grave. Eurojust a facilité l'exécution des demandes et des décisions de coopération judiciaire en assistant les autorités compétentes des États membres pour résoudre les difficultés pratiques et juridiques auxquelles elles sont confrontées dans leurs enquêtes et poursuites. Compte tenu des différences existant entre les systèmes juridiques des États membres et entre les règles afférentes à la recevabilité de la preuve, en notamment en ce qui concerne l'interception des télécommunications, les difficultés juridiques perdurent. Des difficultés résultent également de l'existence de règles procédurales divergentes en matière de perquisitions et de recueil de témoignages ainsi que des disparités des

règles de conservation des informations dans les différents États membres, dans les dossiers portant sur la cybercriminalité mais pouvant également concerner d'autres formes de criminalité organisée. Ces questions peuvent être résolues dès les premières phases de l'enquête par la coordination, au cours de laquelle les règles de procédure et les exigences en matière de preuve peuvent être expliquées à toutes les parties concernées et au cours de laquelle un projet de commission rogatoire peut être préparé.

D'autres difficultés d'ordre plus pratique incluent les demandes d'assistance spécifiques pour (i) l'identification de l'autorité nationale compétente pour l'autorisation d'une observation transfrontalière et d'une livraison surveillée ; (ii) des problèmes d'organisation de réunions de coordination en raison de la priorité accordée par les autorités nationales à leur charge de travail interne ; (iii) des difficultés rencontrées par

les autorités nationales pour accéder aux registres d'entreprises, en particulier dans les affaires de criminalité financière et économique ; et (iv) des difficultés à persuader les autres États membres d'ouvrir une enquête parallèle, ou encore des difficultés pour leur fournir des documents suffisants et recevables à cette fin.

La transmission spontanée d'informations en vertu de l'article 7 de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale de 2000 et de son protocole additionnel de 2001 (ci-après la « convention d'entraide ») pourrait ne pas être considérée comme un motif suffisant pour ouvrir une enquête, en raison de la

Des métaux précieux d'une valeur supérieure à 1 million de GBP, consistant en 29 kg d'or et 160 kg d'argent, ont été volés en 2011 dans un camion en Belgique. Le chauffeur du véhicule a déclaré avoir été victime d'un vol à main armée lors duquel les métaux précieux auraient été dérobés. Le camion voyageait de Suisse vers le Royaume-Uni via la Belgique. En fait, le chauffeur était un membre du GCO qui avait conspiré en vue de voler le chargement.

Une question de conflit de compétence s'est présentée car trois suspects avaient été appréhendés en Belgique tandis que les autres se trouvaient au Royaume-Uni. Une réunion de coordination à Eurojust a résolu le problème. Les autorités belges et britanniques se sont entendues pour que tous les suspects soient poursuivis au Royaume-Uni.

Après l'arrestation des suspects, un accord relatif à une ECE a été signé pour permettre aux autorités au Royaume-Uni et en Belgique de partager facilement les éléments de preuve et de réagir rapidement pour appréhender les suspects toujours en liberté. Une coopération étroite entre les procureurs et les services de police britanniques, la police belge et Eurojust a permis de faire traduire en justice les personnes impliquées.

En décembre 2012, six mis en cause ont été condamnés à un total de 23 ans et demi d'emprisonnement.

divergence des exigences procédurales en matière de preuve dans l'État membre destinataire, l'irrecevabilité des éléments de preuve pouvant être invoquée durant le procès.

Un autre problème récurrent est celui du retard dans l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale, souvent en raison d'exigences particulières concernant la précision des informations qu'elles doivent contenir ; la nécessité de solliciter de plus amples informations et des clarifications supplémentaires en retardant concomitamment l'exécution. Le retard dans l'exécution des demandes d'entraide est encore accentué par la transmission simultanée des demandes via différents canaux, par de mauvaises traductions, par l'absence de bases de données centralisées ou encore par la lenteur des procédures d'exécution dans certains États membres. Dans certains cas, Eurojust a pu apporter son assistance dans l'élaboration des demandes d'entraide en identifiant l'autorité nationale compétente, en les lui transmettant et en prodiguant des conseils sur les exigences en matière de preuves dans les pays requérants et requis.

Les refus de remise par une autorité d'exécution qui considère qu'il est peu probable que la personne requise ait droit à un nouveau procès, lorsqu'elle a été condamnée in absentia, constituent un problème persistant en relation avec l'émission des MAE.

Parmi les autres problèmes compromettant l'exécution rapide des MAE, l'on peut retenir les définitions différentes des infractions, les demandes d'informations supplémentaires ou les problèmes de traduction. Eurojust apporte sa contribution en favorisant le dialogue entre le pays requérant et le pays requis et en dispensant des conseils permettant de clarifier la définition des infractions dans les pays concernés.

Un autre problème résulte de l'insuffisance du retour d'information à Eurojust de la part des autorités nationales quant au résultat de l'assistance demandée et à l'issue des procédures, ce qui complique l'évaluation de l'intervention d'Eurojust et du fonctionnement des ECE.

Eurojust apporte également son assistance pour la coordination des mesures coercitives telles que les mandats de perquisition et les mandats d'arrêt, ainsi que pour l'établissement de contacts directs entre les autorités nationales impliquées, que ce soit dans des dossiers bilatéraux ou multilatéraux. Eurojust fournit un canal de communication ouvert et joue un rôle important de médiation, notamment en assurant la prévention des conflits de compétence. Son interven-

tion rapide peut aboutir à l'exécution immédiate des demandes d'entraide judiciaires en matière pénale.

Eurojust favorise l'échange d'informations dans les dossiers par l'intermédiaire de réunions de coordination ainsi qu'en finançant et en facilitant la mise en place et le fonctionnement des ECE, deux outils qui se sont avérés extrêmement efficaces dans les affaires complexes.

## Les réunions de coordination

En 2012, Eurojust a organisé des réunions de coordination en relation avec 194 dossiers. Ce mécanisme s'est à nouveau avéré précieux pour les autorités nationales dans des affaires impliquant d'autres États membres ou des États tiers. L'organisation de réunions de coordination est motivée par diverses raisons, en particulier l'échange d'informations entre les États membres participants. L'échange d'informations présente un avantage important, celui de permettre aux États membres d'ouvrir des enquêtes, d'identifier les procédures parallèles éventuellement

en cours dans d'autres États membres, d'échanger des éléments de preuves, de surmonter les barrières linguistiques et d'instaurer une confiance mutuelle.

Une réunion de coordination peut également être organisée pour faciliter et/ou coordonner l'exécution de commissions rogatoires, simplifiant ainsi, par exemple, le suivi ou encore le gel de fonds. Au cours d'autres réunions de coordination, peuvent être sollicitées l'assistance d'un État tiers, la coordination des enquêtes en cours ou la mise en place d'une stratégie commune sur des enquêtes menées dans les États participants. Dans certains cas, l'objectif peut être de s'entendre sur une répartition concrète des tâches entre les autorités nationales participantes ou l'identification des autorités nationales les mieux placées pour poursuivre les infractions en question. Force est d'insister sur la possibilité, offerte aux autorités nationales, lors d'une réunion de coordination, et fréquemment utilisée en 2012, de planifier une opération commune et de mettre en place des ECE. De plus, outre les autorités des États membres, des représentants des États tiers et des organes de l'UE tels qu'Europol et l'OLAF peuvent également participer aux réunions

Les autorités françaises ont ouvert un dossier auprès d'Eurojust concernant un GCO albanais trafiquant de l'héroïne et de la cocaïne entre les Pays-Bas, la France et l'Albanie. Le GCO avait des contacts en Belgique et dans d'autres pays sur la route entre la France et l'Albanie (Italie, Suisse, Espagne et probablement Grèce). Des demandes d'observation transfrontalière ont été exécutées.

Eurojust a accueilli trois réunions de coordination destinées à l'échange d'informations, à la coordination de l'exécution des demandes d'observation et à des discussions sur les éventuelles questions relatives à l'application du principe *ne bis in idem*. Elles ont mené à la planification d'une journée d'opération commune aux Pays-Bas, en Belgique, en France et en Suisse. Ces efforts communs ont permis aux enquêteurs de détecter un futur transport de produits stupéfiants entre les Pays-Bas et la France.

En mars 2012, un centre de coordination a été mis en place dans les locaux d'Eurojust pour assurer un échange d'informations fluide pendant la journée d'opération, Europol fournissant un soutien analytique. Les personnes impliquées dans ce trafic de stupéfiants ont été arrêtées et les drogues saisies. Cette journée d'opération commune a déclenché des actions policières ultérieures qui ont permis 17 arrestations, suivies de plusieurs perquisitions en France et aux Pays-Bas et de la saisie de 12 kg d'héroïne.

Les autorités italiennes, en contact étroit avec les polices française et néerlandaise, suivaient le même GCO depuis environ un an et ont lancé une opération sur le territoire italien en mai 2012. Cette opération a abouti à l'exécution de 13 MAE et à la saisie de 15 kg de cocaïne et 4 kg d'héroïne.

L'organisation rapide et flexible du GCO nécessitait des échanges intensifs d'informations entre les autorités nationales compétentes, en particulier entre les enquêteurs des États impliqués. Cet échange d'information 24 heures sur 24, pendant environ deux semaines, a été facilité par Eurojust.

de coordination. En 2012, des États tiers ont été représentés dans 49 réunions de coordination, Europol, dans 85 réunions et l'OLAF, dans 5 réunions.

## Les centres de coordination

Le centre de coordination assure la transmission et l'échange en temps réel des informations, recueillies durant une opération commune, à l'occasion des interpellations, des perquisitions de domiciles ou de locaux d'entreprise et des auditions de témoins. S'il facilite la coordination au niveau judiciaire pour l'exécution des MAE, des CR et des décisions de gel de biens, le centre de coordination favorise également les prises de décision à chaud et les réactions immédiates des autorités judiciaires nationales suite à la transmission de nouveaux éléments par son intermédiaire. Lancé en 2011 en tant que nouvel instrument de lutte contre la criminalité transfrontalière au niveau de l'UE, le centre de coordination a encore été plus utilisé en 2012.

Comme en 2011, sept centres de coordination ont été organisés dans les locaux d'Eurojust par la France (3), la Finlande (1), l'Italie (1), les Pays-Bas (1) et le Royaume-Uni (1). Ils visaient les types de criminalité suivants : l'immigration illégale (3), la traite des êtres humains (1), le trafic de stupéfiants (1), la pédopornographie (1) et la fraude fiscale liée au commerce de fumier (1).

Trois centres de coordination ont été mis en place dans des affaires où une ECE fonctionnait déjà. Dans le cadre de l'ECE existante, le centre de coordination a facilité la coordination entre les autorités participantes des différents États membres et a permis parallèlement de pallier tout déficit d'information et ce, alors même qu'une coordination était déjà en place grâce à l'ECE.

La coopération avec des tiers tels qu'Europol a été renforcée. Europol a participé à six des sept centres de coordination et a soutenu les actions simultanées en recoupant, analysant et reliant les nouveaux éléments d'information envoyés à ces centres de coordination. La Suisse et Interpol ont également participé activement aux centres de coordination d'Eurojust en 2012.

## Les articles 6 et 7 de la décision Eurojust

En vertu des articles 6 et 7 de la décision Eurojust, tant les membres nationaux que le collège peuvent

adresser aux autorités nationales compétentes des recommandations concernant certains dossiers. Ces recommandations illustrent le dialogue permanent entre les membres du collège et leurs autorités nationales sur les questions opérationnelles et résultent souvent des informations fournies dans le cadre d'une commission rogatoire ou rendues disponibles lors d'une réunion de coordination ou encore à l'occasion de discussions informelles avec les autorités nationales. Les réunions de coordination sont en effet l'un des outils les plus fréquemment utilisés, à Eurojust.

Ces recommandations sont généralement informelles. Par conséquent, les chiffres indiqués ci-après ne reflètent pas la situation exacte des recommandations transmises, car ils se réfèrent uniquement aux dossiers, qui donnent lieu à un nouvel examen des décisions de justice, conformément au droit national d'un État membre en particulier.

Au cours de 2012, neuf recommandations formelles ont été enregistrées en vertu de l'article 6 de la décision Eurojust. Elles ont toutes été suivies par les autorités nationales.

*Demander d'entreprendre une enquête ou des poursuites sur des faits précis – Article 6, paragraphe 1, point a), alinéa i)*

Deux demandes ont été formées par le bureau italien en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point a), alinéa i).

*Demander aux autorités nationales compétentes d'accepter que l'une d'entre elles puisse être mieux placée qu'une autre pour entreprendre une enquête ou des poursuites sur des faits précis – Article 6, paragraphe 1, point a), alinéa ii)*

Deux demandes ont été formées par le bureau espagnol sur le fondement de cette disposition.

*Demander aux autorités compétentes de réaliser une coordination entre les autorités compétentes des États membres concernés – Article 6, paragraphe 1, point a), alinéa iii)*

Une demande a été formée en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point a), alinéa iii). Le bureau espagnol a demandé une réunion de coordination avec les autorités belges pour traiter une question liée au recouvrement d'actifs dans une affaire de criminalité organisée et de blanchiment d'argent.

*Demander de fournir au membre national toute information nécessaire pour accomplir ses tâches – Article 6,*



paragraphe 1, point a), alinéa v) ; et demander de prendre toute autre mesure justifiée par l'enquête ou les poursuites – Article 6, paragraphe 1, point a), alinéa vii)

Trois demandes ont été formées sur le fondement de l'article 6, paragraphe 1, point a), alinéas v) et vii). Il a été demandé aux autorités espagnoles de faciliter la transmission d'informations et l'exécution d'autres mesures d'enquête (audition de suspects et de victimes) dans une affaire belge de fraude et de contrefaçon d'euros.

*Demander de prendre des mesures d'enquête spéciales – Article 6, paragraphe 1, point a), alinéa vi)*

Dans une affaire de fraude, de contrefaçon et de blanchiment d'argent, il a été demandé aux autorités espagnoles de procéder à des perquisitions et d'ouvrir des enquêtes en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point a), alinéa vi).

## Les conventions d'entraide judiciaire

La convention d'entraide judiciaire (du 29 mai 2000) et la convention de 1959 du Conseil de l'Europe sur l'entraide judiciaire en matière pénale et ses protocoles (la convention de 1959) figurent parmi les instruments les plus utilisés pour la coopération judiciaire au sein de l'Union européenne. Leur application est généralement jugée positive et efficace.

La première difficulté tient au fait que tous les États membres n'ont pas encore ratifié la convention d'entraide du 29 mai 2000. Cependant, cette situation peut ne pas constituer un obstacle, par exemple, pour la mise en place d'une ECE, si l'État membre concerné a transposé la décision-cadre relative aux ECE ; il peut également être procédé à une audition par vidéoconférence, par application de la Convention de 1959 ou en vertu du principe de réciprocité et/ou lorsque sa législation nationale autorise de telles mesures.

Certaines difficultés liées à l'interception de télécommunications et à l'observation transfrontalière, l'utilisation insuffisante ou inadéquate de la possibilité d'échanger spontanément des informations et l'absence d'indication de dates butoir dans les demandes urgentes se rencontrent toujours ; elles pourraient être aplanies.

Des problèmes pratiques peuvent se présenter lorsque des demandes de MLA ne contiennent pas le minimum d'informations détaillées requis par

Un GCO basé en Bulgarie et en Espagne forçait ses victimes, principalement de citoyenneté bulgare, à se prostituer en Espagne. La branche du GCO opérant en Bulgarie recrutait les victimes dans des communautés vulnérables en leur faisant miroiter des opportunités d'emploi à l'étranger. Les victimes étaient transportées en Espagne où leurs passeports étaient confisqués. La branche du GCO en Espagne contraignait les victimes à se prostituer en Espagne en faisant usage de menaces et de violence physique.

L'enquête a commencé après qu'une des victimes s'est échappée et a contacté l'ambassade de Bulgarie à Madrid, qui s'est immédiatement mise en relation avec les autorités espagnoles. Ces dernières ont ouvert une enquête qui a finalement conduit au démantèlement du groupe sur le territoire espagnol. Comme les autorités judiciaires des deux pays menaient des procédures pénales contre ce groupe, et qu'elles s'adressaient des demandes croisées de MLA, le bureau espagnol a soumis un dossier à Eurojust en vue d'obtenir une assistance dans la coordination de ces activités.

Eurojust a accueilli une réunion de coordination où les deux délégations ont pu discuter directement de la situation de leurs enquêtes. Lors de cette réunion, elles sont parvenues à s'entendre sur plusieurs aspects importants. En premier lieu, les deux pays ont assuré l'exécution rapide des demandes en cours. En deuxième lieu, une possible situation *ne bis in idem* a été évitée en délimitant le champ des procédures nationales. La Bulgarie s'est concentrée sur les poursuites concernant les activités de blanchiment d'argent, que l'Espagne a soutenues en apportant des éléments de preuve sur le caractère organisé du groupe faisant l'objet de l'enquête. L'Espagne s'est limitée aux poursuites concernant les accusations de traite d'êtres humains et d'exploitation sexuelle, pour lesquelles la Bulgarie a entendu des témoins résidant sur son territoire. La Bulgarie a également mis en œuvre un programme de protection des témoins dans l'intérêt des membres de la famille de l'une des victimes en Espagne.

L'implication d'Eurojust a significativement contribué à l'établissement d'une base solide pour le développement ultérieur des poursuites au niveau national.

l'État d'exécution, ce qui conduit à des hésitations et, éventuellement, à la non-exécution des demandes. D'autres problèmes liés à l'absence ou au retard du retour d'information ou de renseignements sur l'avancement de l'exécution des demandes de MLA de la part de l'État membre requis subsistent. Cette situation est particulièrement problématique dans les affaires urgentes où les suspects sont en détention provisoire, ou lorsque l'utilisation d'autres canaux pourrait ne pas conduire à des résultats dans le délai imparti. Eurojust a été sollicitée par les autorités nationales pour faciliter les contacts informels dans de telles affaires, accélérant souvent significativement le processus. Une recommandation pratique pour les procureurs nationaux est d'indiquer dans les CR urgentes les contraintes nationales, en termes de délais et le délai souhaité pour l'exécution de la demande.

### Obstacles liés à la collecte et à la recevabilité des éléments de preuve

Comme nous l'avons déjà constaté en 2011, la divergence des règles relatives à la collecte, à la recevabilité et à la divulgation des preuves continue de créer des difficultés pour lutter efficacement contre la criminalité transfrontalière grave. Les différences au niveau des règles sur la conservation des données, en particulier dans les affaires liées à la cybercriminalité et d'autres infractions dans lesquelles les suspects utilisent des moyens de télécommunications, ont causé un nombre croissant de problèmes. Dans de telles situations, le temps est un facteur clé, en particulier dans les États membres où les données ne sont conservées que durant un temps très limité.

Les législations nationales relatives à l'obtention de preuves sont variables. Cette situation, qui nécessite de connaître les systèmes juridiques concernés, rend l'assistance d'Eurojust particulièrement précieuse. Dans un dossier impliquant un ressortissant slovène, l'avocat du mis en cause faisait valoir que les preuves recueillies pendant une opération internationale en Allemagne pour l'identification du responsable ne se conformaient pas à la législation allemande et étaient donc irrecevables devant le tribunal slovène. Eurojust a soutenu avec succès les autorités judiciaires slovènes dans le cadre de l'obtention d'informations sur les dispositions de procédure pénale applicables en Allemagne. Un échange direct d'informations et des discussions sur les différents systèmes juridiques lors des réunions de coordination permettent souvent d'éviter des difficultés et contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la collecte et à la recevabilité des éléments de preuve, y compris dans le cadre

d'une ECE. La connaissance réciproque des règles nationales relatives à la collecte et à la recevabilité des preuves a permis d'éviter des obstacles. Dans ce domaine, Eurojust peut servir de centre d'expertise pour la mise en place de bonnes pratiques.

Lors de la constitution des ECE, une autre bonne pratique développée par Eurojust a été l'introduction, dans les accords relatifs aux ECE, de dispositions sur la recevabilité de la preuve et sur les obligations de divulgation, ce qui contribue à éviter des problèmes, pouvant ultérieurement surgir.

L'adoption future d'une directive sur l'EIO pourrait potentiellement faciliter la résolution des difficultés identifiées dans ce domaine.

### Prévention et règlement des conflits de compétence

Eurojust exerce formellement ses pouvoirs de recommandation pour éviter et régler les conflits de compétence positifs ou négatifs dans un nombre limité de dossiers.

Les situations, dans lesquelles deux ou plusieurs États membres ont compétence dans un dossier, conformément à leur législation nationale, sont fréquentes. La grande majorité des cas est résolue avec l'assistance d'Eurojust et sans qu'une demande officielle ne soit transmise aux États membres concernés. À cet égard, les réunions de coordination ont été reconnues comme un outil très utile permettant des discussions et des accords à un stade précoce entre les autorités compétentes impliquées dans des enquêtes parallèles. L'absence d'informations a parfois été identifiée comme un obstacle à la prévention des conflits de compétence. Des précisions claires sur le champ des enquêtes interconnectées ainsi qu'une préparation et une analyse précoces avant les réunions de coordination sont considérées comme étant de bonnes pratiques.

Eurojust joue un rôle essentiellement préventif en encourageant les échanges d'opinions précoces et informels. Une présentation complète de ce sujet se trouve dans les lignes directrices « *Comment décider À quelle juridiction confier les poursuites ?* », publiées dans le rapport annuel d'Eurojust de 2003.

Eurojust est également impliquée dans les hypothèses de conflits négatifs de compétences, lorsqu'aucun des États membres ne se considère comme étant dans la meilleure position pour mener l'enquête et/

ou les poursuites. En juillet 2012, le collège a adopté les « *Lignes directrices pour l'application de l'article 7, paragraphes 2 et 3, de la décision Eurojust* », qui décrivent la procédure administrative interne sur la résolution des conflits de compétence et les refus ou problèmes récurrents concernant l'exécution de demandes de coopération judiciaire, y compris les instruments donnant effet au principe de reconnaissance mutuelle.

### La transmission des procédures pénales (dénonciations officielles)

La plupart des États membres a continué d'utiliser la convention européenne sur la transmission des procédures répressives de 1972 ou la convention de 1959 (article 21), en association avec l'article 6, paragraphe 1, dernier alinéa, de la convention d'entraide. Certains États membres ont également eu recours à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 (article 21). L'utilisation de ces différents instruments juridiques peut entraîner des difficultés conduisant les autorités nationales à se tourner vers Eurojust.

Eurojust a été à même d'apporter son assistance dans ces situations en facilitant les contacts informels entre les États membres et en examinant de manière tout aussi informelle et a priori la possibilité de transmettre une demande officielle. La dénonciation officielle est parfois décidée lors d'une réunion de coordination ; elle constitue alors l'une des dispositions

de l'accord portant sur la détermination du pays devant mener les poursuites, la transmission effective des pièces de procédure étant, si nécessaire, réalisée avec l'émission et l'exécution de MAE et de CRI.

Les raisons des difficultés dans la transmission des procédures pénales sont diverses. Parmi d'autres facteurs, les éléments de preuve initialement recueillis doivent être recevables devant le tribunal de l'État membre requis (voir ci-dessus les *Obstacles liés au recueil et à la recevabilité des preuves*) ; il faut également que ce dernier soit intéressé par la dénonciation officielle. Lorsqu'elle est demandée par les autorités d'un État membre, c'est-à-dire celui qui souhaite mener les poursuites, la dénonciation officielle peut compromettre une enquête, en cours dans l'État membre requis, qui présenterait des liens avec le dossier.

Des difficultés liées à la divergence des règles de fond et de procédure peuvent également surgir. Le dossier doit être intégralement traduit avant qu'une décision puisse être prise par les autorités nationales et les bureaux nationaux à Eurojust ne peuvent donner qu'une évaluation préalable fondée sur un résumé du dossier fourni préalablement.

### L'échange de casiers judiciaires

Aucune difficulté majeure n'a été rencontrée par Eurojust dans l'échange de casiers judiciaires, les quelques difficultés, qui ont été portées à sa connaissance, n'étant que de nature pratique.

Alors qu'elles traitaient l'exécution de trois MAE grecs concernant un ressortissant suédois, les autorités belges ont reçu un nouveau MAE émis par les autorités chypriotes concernant la même personne. Compte tenu de cette nouvelle demande, les autorités ont été contraintes de suspendre l'exécution des MAE grecs (déjà autorisée par la Cour d'appel belge).

Le procureur fédéral belge a sollicité l'avis d'Eurojust quant à la détermination de l'État membre auquel cette personne devait être remise. Le bureau belge a consulté à la fois le bureau grec et le bureau chypriote afin d'obtenir des informations sur les possibilités juridiques, telles que la possibilité de transférer la personne à l'autre État membre pendant l'enquête, les poursuites ou l'exécution des peines. Le bureau belge a également consulté les bureaux concernés sur l'opinion de leurs autorités nationales à cet égard.

Tenant compte des informations reçues, le bureau belge a recommandé de remettre la personne à la Grèce, avis accepté par les autorités nationales belges. Après l'exécution d'un quatrième MAE grec, l'intéressé a été remis à la Grèce, qui a ensuite assuré l'exécution du MAE chypriote. Avec l'assistance d'Eurojust, les trois États membres impliqués ont pu coordonner l'exécution des demandes d'une manière rapide et efficace.

Dans les États membres où le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS) n'est pas encore opérationnel, les demandes d'échange de casiers judiciaires sont parfois facilitées par les conventions d'entraide. Des difficultés peuvent se présenter lorsque les bureaux nationaux n'ont pas accès aux casiers judiciaires ou lorsque les casiers sont détenus par différentes autorités nationales (par exemple, autorités de police et autorités judiciaires) et qu'il n'existe pas de base de données centralisée. Dans les cas urgents, Eurojust a été à même de faciliter l'obtention de casiers judiciaires.

Les définitions différentes des infractions dans les États membres peuvent entraîner des difficultés liées à l'incertitude pesant sur la nature de l'infraction, tout comme la nature et l'étendue des informations enregistrées dans les casiers judiciaires. Certains États membres peuvent en effet les juger insuffisantes, au regard des exigences de leur législation nationale ; il en résulte alors des retards consécutifs au traitement de la demande d'informations complémentaires.

Dans certains cas, il est fait référence, dans les casiers judiciaires, à une disposition légale, sans description de l'infraction. Dans cette hypothèse, l'État membre requérant sollicite souvent l'assistance d'Eurojust pour obtenir des informations sur la législation en vigueur afin de clarifier la situation.

Des difficultés et des retards peuvent apparaître lorsque les juges de certains États membres requièrent une copie intégrale du jugement initial ainsi que sa traduction - l'extrait du casier judiciaire peut, en effet, se révéler insuffisant, lorsque la condamnation prononcée dans l'État requis doit être utilisée à l'appui d'une décision de condamnation dans l'État requérant ; dans cette hypothèse, une CRI doit, très fréquemment, être délivrée.

D'autres difficultés peuvent se présenter lorsqu'une personne poursuivie dans un État membre fait valoir qu'elle a été antérieurement condamnée dans un autre État membre pour les mêmes faits. Or, l'identification certaine de la personne peut ne pas être possible, en raison d'un enregistrement inexact ou différent des données personnelles la concernant.

## Les mandats d'arrêt européens

En 2012, 259 dossiers concernant l'exécution de mandats d'arrêt européens (MAE) ont été soumis à Eurojust, soit 16,8 % de l'ensemble des dossiers. Dans la grande majorité des cas (252), Eurojust

était sollicitée en vue de faciliter l'exécution de MAE. Conformément aux années précédentes, c'est le bureau polonais qui a enregistré le plus grand nombre de demandes, suivi des bureaux belge et suédois.

Le bureau espagnol a été le plus sollicité, suivi des bureaux allemand et polonais.

Le collège a été saisi de deux questions plus générales liées à l'exécution des MAE. La première visait à recueillir des informations tendant à vérifier si une autorité dans les États membres n'ayant pas le pouvoir d'émettre des mandats nationaux avait ou non la compétence d'émettre des MAE, et si les autorités/juridictions des États membres avaient ou non refusé d'exécuter un MAE au motif que l'autorité qui l'avait émis n'avait pas la compétence d'émettre des mandats d'arrêt nationaux.

La deuxième question était de savoir si, depuis l'introduction du MAE, un État membre avait refusé une remise au motif que le ministère de la Justice de l'État requérant n'était pas considéré comme une « autorité judiciaire » au sens de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI relative au mandat d'arrêt européen (la « décision-cadre relative au MAE ») par les autorités de l'État d'exécution.

### *Dossiers concernant plusieurs MAE*

Conformément à l'article 16, paragraphe 2, de la décision-cadre relative au MAE, l'autorité judiciaire d'exécution peut demander l'avis d'Eurojust sur la détermination du MAE à exécuter, lorsque plusieurs États membres ont émis un MAE à l'encontre de la même personne. Eurojust a été formellement sollicitée à six reprises en 2012 contre quatre en 2011. Par ailleurs, l'expertise d'Eurojust dans ce domaine est régulièrement recherchée et fournie lors de réunions de coordination.

Dans les six dossiers, Eurojust a apporté son assistance en obtenant des États membres un consensus sur la priorité à accorder à l'un des MAE, ainsi que, le cas échéant, des accords sur une remise ultérieure et une remise différée de la personne concernée. Les conseils d'Eurojust ont été suivis dans chacun des dossiers qui lui ont été soumis. Il a été fait application des « lignes directrices internes relatives à l'émission de l'avis d'Eurojust en présence de mandats d'arrêt européens concurrents » d'Eurojust, adoptées en juin 2011. Dans un dossier, l'accord sur la priorité à accorder à l'un des MAE, conclu lors d'une réunion de coordination, a été mentionné dans le jugement rendu par la juridiction nationale, qui a suivi l'avis d'Eurojust.



## *Dossiers concernant des dépassements de délais*

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, un État membre ne peut pas respecter les délais impartis par l'article 17 de la décision-cadre relative au MAE, il en informe Eurojust en précisant les raisons du retard. En 2012, 94 cas de dépassement de délais ont été enregistrés à Eurojust, dans deux dossiers, des mesures complémentaires ont dû être prises. Comme les années précédentes, c'est l'Irlande qui a signalé le plus grand nombre de cas de dépassement. D'autres cas ont été signalés par la République tchèque, la Bulgarie, la Slovaquie et l'Espagne. Comme observé précédemment, les statistiques de l'UE démontrent que le nombre réel de cas de dépassement de délai est supérieur au nombre de cas signalés à Eurojust.

Un dossier concernant l'interprétation de l'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre relative au MAE a donné lieu à une décision rendue par la Cour de justice de l'Union européenne, le 28 juin 2012 (C-192/12). Le procureur finlandais traitant la procédure de MAE avait demandé des informations au Royaume-Uni, par l'intermédiaire d'Eurojust, sur la manière d'accélérer la procédure, dans l'éventualité où l'accord du Royaume-Uni sur la remise de la personne recherchée par la Finlande à la France serait recherché. La saisine d'Eurojust était fondée sur le souhait de prévenir un éventuel dépassement par la Finlande du délai prévu par l'article 17 de la décision-cadre relative au MAE. Eurojust a pu apporter l'assistance nécessaire en temps utile.

Les principaux motifs des retards d'exécution de MAE sont la durée des procédures d'appel, les demandes d'informations supplémentaires, la fuite des personnes recherchées mises en liberté sous contrôle judiciaire, ainsi que le grand nombre de MAE.

## *Problèmes liés à l'application du MAE*

Eurojust a continué de jouer un rôle décisif en facilitant la transmission d'informations, en clarifiant les exigences procédurales des législations applicables dans les États d'émission et d'exécution et, plus généralement, en contribuant à accélérer l'exécution des MAE. Dans les cas urgents, l'assistance d'Eurojust s'est avérée cruciale. Dans l'un de ces dossiers, l'assistance a été promptement apportée en marge d'une réunion plénière du collège, et dans un autre cas, Eurojust a pu apporter conseils et suggestions par le biais de l'OCC, permettant une remise en temps opportun.

Le 16 octobre 2012, la procédure de remise en vertu du mandat d'arrêt nordique applicable dans les pays

nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) est entrée en vigueur ; le mandat d'arrêt nordique, plutôt que la décision-cadre relative au MAE, sera utilisé dans les procédures de remise entre la Finlande, le Danemark et la Suède. Aucune expérience n'a été communiquée à ce stade.

Les praticiens sont toujours confrontés à des difficultés d'ordre pratique et juridique dans l'exécution des MAE. Eurojust a identifié les éléments suivants :

- ▶ mauvaise qualité de la traduction du MAE ;
- ▶ retard résultant d'informations insuffisantes ou inadéquates dans le MAE concernant : (i) la description des faits, y compris le lien nécessaire pour montrer la connexion entre la personne recherchée et l'infraction, (ii) les infractions, (iii) la condamnation prononcée ou prévue pour tout ou partie des infractions, ou (iv) la confusion des condamnations en une « condamnation finale » (**note du bureau français :** il ne s'agit pas d'une décision de condamnation mais d'une décision ordonnant la confusion de plusieurs peines) après l'exécution du MAE émis pour l'exécution de plusieurs condamnations ;
- ▶ lenteur de la communication entre les autorités compétentes ;
- ▶ retard lié aux procédures d'autorisation de transit, les règles de procédure, les délais de procédure étant différents selon les États membres ;
- ▶ dossiers où l'original ou une copie certifiée du MAE traduit sont demandés par l'intermédiaire d'Eurojust très peu de temps avant l'audience du MAE ;
- ▶ retard dans des dossiers, dans lesquels sont requises des garanties liées à la remise de nationaux lorsque l'autorité compétente pour donner les garanties (ministère de la Justice) diffère de l'autorité compétente pour émettre le MAE et fournir des informations complémentaires (ministère public) ;
- ▶ retard dans la transmission par l'autorité judiciaire d'exécution des informations prévues par l'article 26, paragraphe 2, de la décision-cadre relative au MAE, situation pouvant voir la personne recherchée maintenue en détention au-delà de la limite prévue par la législation de l'État membre d'émission ;
- ▶ problèmes juridiques liés à ce qu'un ministère de la Justice est considéré ou non comme une auto-

rité judiciaire en vertu de l'article 6, paragraphe 1, de la décision-cadre relative au MAE, et donc compétent ou non pour émettre des MAE ;

- ▶ questions de proportionnalité dans l'État membre d'exécution, en relation avec l'obligation de poursuivre dans l'État membre d'émission, situation donnant lieu à l'émission de MAE pour des faits peu graves. Les difficultés peuvent être encore plus importantes lorsque l'exigence d'une double incrimination n'est pas remplie (article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre relative au MAE) ;
- ▶ coût des remises ;
- ▶ réception tardive de l'autorisation de poursuivre une personne pour de nouvelles infractions (règle de la spécialité, article 27 de la décision-cadre relative au MAE) ;
- ▶ diversité des approches concernant les condamnations *in absentia* et le droit à un nouveau procès, tous les États membres n'ayant pas transposé la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil, portant modification de la décision-cadre relative au MAE, sur le droit à une nouvelle procédure de jugement, et pouvant entraîner un éventuel refus d'exécution d'un MAE ;
- ▶ utilisation de différents canaux pour transmettre le MAE (demande de supplément d'information aux bureaux SIRENE, Interpol, magistrats de liaison, réseau judiciaire européen (EJN) et Eurojust) ;
- ▶ dossiers dans lesquels la personne dont la remise a été ordonnée, et qui a disparu après avoir été remise en liberté sous contrôle judiciaire ;
- ▶ émission de plusieurs MAE émis par différentes autorités judiciaires du même État membre, créant une incertitude quant au MAE servant de base à la remise.

## Les décisions de gel de biens

Bien que transposée dans la plupart des États membres, la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve (la « décision-cadre de 2003 ») reste peu utilisée. Par conséquent, les autorités judiciaires qui utilisent la décision de gel de biens, notamment en raison de la valeur ajoutée résultant de la réduction des délais, sont parfois confrontées à la décision de collègues

d'autres États membres qui ne sont pas familiarisés avec cet instrument ou ne sont pas en mesure de l'utiliser. Ces derniers utilisent plutôt les CR traditionnelles visant la convention de 1959, la convention d'entraide ou encore la convention de 1990 du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, qui peuvent inclure des demandes d'identification, de gel et de confiscation de biens.

L'examen des dossiers traités par Eurojust en 2012 démontre que cette situation semble persister en raison de : (i) l'étendue limitée de la décision-cadre de 2003 (elle ne permet pas l'identification, le gel et la confiscation dans une seule demande) ; (ii) la difficulté à utiliser une décision de gel lorsque l'élément de preuve à geler, inconnu des autorités requérantes au moment de l'établissement de la demande, apparaît à un stade ultérieur de l'enquête ; et (iii) un sentiment général que la décision-cadre de 2003 implique des formalités supplémentaires lourdes.

Les règles de compétence internes, spécifiques à certains États membres, créent parfois des difficultés supplémentaires dans les cas où les décisions de gel concernent des biens situés dans plusieurs ressorts.

L'absence de base de données/registre national central des procédures en cours peut également générer des difficultés, lorsque sont rendues plusieurs décisions de gel indépendantes mais concernant les mêmes biens.

L'absence d'uniformité de la transposition et de l'utilisation de la décision-cadre de 2003 contribue à aggraver encore la situation résultant de la prise d'une décision de gel de biens (et confiscation), à un stade avancé de la procédure. Le nombre relativement peu important de demandes d'Eurojust en vue de la facilitation de l'exécution des décisions de gel reflète cette situation.

Dans les dossiers d'Eurojust, les bonnes pratiques suivantes ont été identifiées : (i) l'intégration, dans la demande initiale de gel, d'une requête tendant à la vente rapide des biens gelés (lorsqu'ils sont périssables, les biens perdent de leur valeur au fil du temps ou les frais de gestion peuvent être élevés) avant la confiscation, (ii) la prise en compte précoce de la gestion des fonds avant une décision définitive, et (iii) le rappel aux autorités nationales de leurs obligations de déclaration en vertu de la décision-cadre de 2003. Dans un dossier, l'assistance d'Eurojust a assuré l'exécution de décisions de gel dans un État membre, le jour des arrestations et perquisitions menées dans un autre État membre.



En 2012, le collège a traité une question générale liée aux décisions de gel, le recueil d'informations sur la législation nationale concernant la possibilité de saisie de biens en vue d'une utilisation dans des procédures civiles, et visant à déterminer si la décision-cadre de 2003 était applicable. Eurojust a également participé aux discussions récentes de la plateforme des bureaux de recouvrement des avoirs (ARO) par l'intermédiaire de son point de contact ARO et, en qualité d'observateur, à la cinquième série d'évaluations mutuelles sur la criminalité financière et les enquêtes financières.

## La confiscation et le recouvrement des avoirs

La décision-cadre 2006/783/JAI relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation et la décision-cadre 2005/212/JAI relative à la confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime n'ont pas été entièrement transposées par tous les États membres, rendant par conséquent incertains les principes communs de confiscation et de reconnaissance des décisions de confiscation. Les législations relatives à la confiscation varient toujours de manière significative d'un État membre à l'autre, tout comme les concepts spécifiques tels que la confiscation élargie, la confiscation en l'absence de condamnation et la confiscation fondée sur la valeur.

Le nombre de dossiers de confiscation et de recouvrement des avoirs ouverts à Eurojust reste toujours limité, ce qui prouve la persistance de longues procédures. Dans de tels cas, Eurojust joue essentiellement un rôle de facilitation et de médiation, apporte son assistance pour clarifier les exigences légales dans les différents États et facilite la transmission des demandes. La réussite dans plusieurs dossiers en 2012 démontre que l'assistance d'Eurojust était cruciale. Dans un dossier, uniquement grâce à la réception d'informations fournies via Eurojust, un État membre a obtenu deux condamnations. L'administration fiscale a pu recouvrer 295 500 EUR, et les personnes condamnées ont dû lui verser un total d'environ 900 000 EUR. Dans un autre dossier, grâce à l'assistance d'Eurojust, dix appartements luxueux situés dans un État membre ont pu être confisqués. Concernant la question spécifique de la gestion des actifs gelés, Eurojust a facilité l'échange d'avis d'experts des administrations fiscales de deux États membres dans un dossier portant sur des actifs gelés d'une valeur de 110 000 EUR. Dans un dossier de confiscation en l'absence de condamnation, une décision de confiscation portant sur une somme de 580 000 EUR a pu être prise grâce à l'assistance

d'Eurojust. Il existe des difficultés récurrentes en relation avec la nécessité de démontrer que les actifs appartiennent au suspect (sauf dans les cas de confiscation élargie, où la charge de la preuve est moins stricte), et en lien avec la durée excessive de la procédure concernant la vente des actifs confisqués, situation aggravée par la participation des autorités administratives et une bureaucratie perçue comme inutile. Les dossiers traités par Eurojust démontrent que le consentement du suspect (dans les États où existe la possibilité de transactions pénales) et la vente rapide de certains types d'actifs gelés avant la confiscation peuvent accélérer le processus de confiscation.

La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le gel et la confiscation des produits du crime dans l'Union européenne, actuellement en discussion, cherche à harmoniser les définitions de certains domaines de criminalité grave et également à remplacer partiellement la décision-cadre de 2005 relative à la confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime. L'avis d'Eurojust sur ce projet d'instrument a été présenté à la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (Commission LIBE) du Parlement européen en 2012 (voir également la section 2.1). Eurojust a également continué d'apporter son soutien par l'intermédiaire du réseau Camden regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs (*Camden Assets Recovery Inter-Agency Network* – CARIN) auquel elle participe en qualité d'observateur.

## Les livraisons surveillées

Les livraisons surveillées sont considérées comme un moyen d'enquête utile, particulièrement dans les dossiers de trafic de stupéfiants. La décision Eurojust prévoit que les membres nationaux peuvent se voir habiliter à les autoriser et à les coordonner. À ce jour, cette compétence n'a été accordée qu'à un nombre limité de membres nationaux.

En 2012, Eurojust a continué d'apporter son concours à l'identification de l'autorité compétente et/ou à la résolution de difficultés liées aux retards, à l'obtention d'autorisations et à la traduction des CR. Eurojust permet également d'aplanir les difficultés procédurales ou encore, par l'intermédiaire de réunions de coordination, de faciliter la mise en place de ces instruments dans les dossiers complexes. Eurojust a également fourni son assistance afin d'écarter préventivement le risque de voir s'appliquer le principe *ne bis in idem* et, de manière générale, dans les dos-

siers urgents. Les difficultés recensées sont liées à : (i) disparités des exigences de fond et des exigences procédurales pour autoriser les livraisons surveillées, (ii) contrainte liée à l'urgence pour la mise en place et la réalisation des livraisons surveillées et (iii) identification de l'autorité judiciaire compétente pour autoriser les livraisons surveillées, difficulté aggra-

vée par la nécessité d'obtenir l'autorisation d'autres États membres –pays de transit- non impliqués dans l'affaire. Dans certains États membres, les livraisons surveillées, qui sont des moyens d'enquête spécifiques, sont autorisées par un magistrat, tandis que dans d'autres États membres l'autorisation relève de la compétence de la police.

## 1.3 Aperçu général des activités d'Eurojust dans les domaines prioritaires de la criminalité

### Le terrorisme

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	32	27
Nombre de réunions de coordination	3	1

*La qualité de membre d'une organisation terroriste est l'infraction la plus souvent mentionnée dans les dossiers d'Eurojust relatifs au terrorisme. Les dossiers soumis à Eurojust en 2012 ne semblent pas concerner une catégorie de criminalité unique, mais présentent une grande variété de types d'infractions, y compris des infractions afférentes à l'atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté personnelle.*

Grâce aux informations et recommandations émanant de ses correspondants nationaux pour les affaires de terrorisme, Eurojust a développé le concept et le contenu de son registre des condamnations pour terrorisme (« Terrorism Convictions Monitor » - TCM), qui fournit une vue d'ensemble des affaires judiciaires en matière de terrorisme dans les États membres ainsi qu'une analyse « judiciaire » de dossiers sélectionnés. Une attention particulière a été portée à certains aspects de l'analyse et de nouveaux « centres d'intérêt » sont envisagés pour les prochaines éditions du rapport. Le TCM se fonde sur des informations partagées avec Eurojust, résultant de la transposition de la décision 2005/671/JAI du Conseil du 20 septembre 2005, ainsi que de sources ouvertes. Trois éditions du TCM ont été publiées en 2012.

Eurojust a contribué au rapport TE-SAT d'Europol en fournissant une analyse quantitative et qualitative

des décisions de justice relatives au terrorisme et une vue d'ensemble des modifications de la législation relative au terrorisme dans les États membres.

Dans le cadre du World Justice Project, une initiative indépendante se consacrant au renforcement de l'État de droit dans le monde, Eurojust a préparé un article, *Strengthening Inter-State Cooperation – the Eurojust Experience* (Renforcer la coopération entre États : l'expérience d'Eurojust), qui a été publié dans *Counter-Terrorism : International Law and Practice* en janvier 2012. L'article contient des recommandations sur la manière dont la coopération judiciaire doit s'exercer pour satisfaire aux impératifs de sécurité nationaux et régionaux tout en respectant l'État de droit.

Le 20 juin, Eurojust a organisé sa réunion stratégique annuelle sur le terrorisme. La réunion était consacrée au phénomène de l'individu isolé impliqué dans le terrorisme (le « loup solitaire ») et des réseaux sociaux dans le contexte du terrorisme. Les résultats tirés des réponses à un questionnaire adressé aux États membres sur ce sujet ont été partagés et des illustrations pratiques résultant de dossiers suivis dans plusieurs États membres et en Norvège ont été présentées par des magistrats de terrain.

Les 11 et 12 décembre, un atelier de praticiens organisé conjointement par Eurojust et Europol a réuni des spécialistes antiterroristes d'Inde et de l'Union européenne. Cet atelier avait pour objectif de promouvoir la coopération judiciaire en définissant les intérêts communs, avec une réflexion sur les normes de coopération. Une journée entière a été consacrée aux questions de coopération judiciaire et aux affaires communes d'antiterrorisme. Afin de rassembler des informations judiciaires pertinentes avant

Dans une attaque à la bombe suivie d'une fusillade en masse en Norvège le 22 juillet 2011, un individu isolé a causé la mort de 77 personnes. Des enquêtes ont été ouvertes à l'occasion de cette première attaque terroriste importante, perpétrée par un individu isolé en Europe, qui était la quatrième plus grande attaque terroriste en Europe depuis la Seconde guerre mondiale.

Eurojust a apporté une aide précieuse concernant plusieurs aspects de ce dossier pendant les phases d'enquête et de procès. Avec l'implication du procureur de liaison norvégien auprès d'Eurojust et des bureaux nationaux letton et britannique, des informations bancaires ont été rapidement reçues en provenance de Lettonie et d'Antigua-et-Barbuda. Le bureau national polonais a exécuté une commission rogatoire destinée à l'audition d'un témoin. Les bureaux nationaux espagnol et britannique ont volontiers partagé leur expertise dans le traitement d'une affaire de terrorisme d'une telle ampleur. Un contact direct entre le bureau français et le procureur de liaison norvégien a contribué à l'exécution efficace de deux CR adressées à la France concernant l'identification, la localisation et l'audition d'un témoin. Le procureur de liaison pour les États-Unis a apporté son assistance pour l'exécution d'une demande urgente d'audition d'un témoin par vidéoconférence aux États-Unis pendant la procédure du procès.

L'assistance fournie par Eurojust a constitué une composante précieuse de la coopération internationale dans cette affaire. Cette assistance a consisté en la facilitation continuelle des demandes de MLA et a permis des contacts personnels directs entre les États membres et les États tiers par l'intermédiaire des bureaux nationaux et des procureurs de liaison auprès d'Eurojust. Les efforts d'Eurojust ont contribué à une coopération judiciaire efficace entre les autorités nationales compétentes, ce qui a permis de gagner du temps.

Les audiences du tribunal se sont déroulées en Norvège d'avril à juin 2012. Le 24 août 2012, l'accusé a été jugé coupable et condamné à la peine de prison maximale en Norvège, une détention de 21 ans avec une période incompressible de 10 ans.

les débats, Eurojust avait diffusé un questionnaire sur ces sujets parmi les autorités antiterroristes dans les États membres.

## Le trafic de stupéfiants

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	263	242
Nombre de réunions de coordination	59	50
Nombre d'ECE	13	7

*L'analyse de ce type de criminalité confirme que la criminalité organisée et le blanchiment d'argent sont très souvent liés aux dossiers de trafic de stupéfiants soumis à Eurojust. Les États membres les plus notablement impliqués dans ce type de criminalité, au regard du nombre de saisines d'Eurojust, ont été la Suède, la France et l'Italie, tandis que les Pays-Bas, l'Espagne et la Belgique étaient les plus sollicités.*

En janvier, Eurojust a publié le rapport définitif sur son projet stratégique, « *Renforcer le travail d'Eurojust dans les dossiers de trafic de stupéfiants* », soulignant la complexité des activités à mener pour coordonner des dossiers relatifs au trafic de stupéfiants de haut niveau. Les constats préliminaires de ce projet ont fait l'objet de discussions lors d'un séminaire stratégique, qui s'est tenu à Cracovie, en octobre 2011. Le rapport définitif aborde les diverses difficultés rencontrées dans l'échange d'informations et la coordination des enquêtes et des poursuites, les conflits de compétence, l'exécution des demandes de MLA et des MAE, les ECE, les livraisons surveillées, le recouvrement des avoirs et les relations avec les États tiers. Les principales recommandations pour les actions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants résultant du rapport ont été présentées au comité permanent de coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure de l'UE (COSI) en juin. Sur le fondement de cette analyse, Eurojust a formulé un Plan d'action 2012 - 2013, avec des recommandations pour améliorer le traitement des dossiers en coopération avec les autorités nationales.

Dans le contexte de la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (*European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats – EMPACT*), Eurojust a participé, avec d'autres, à quatre projets liés au trafic de stupéfiants, avec une attention particulière au trafic de drogues synthétiques, au trafic imputable à des groupes criminels organisés d'Afrique de l'Ouest, au trafic passant par les Balkans occidentaux et au trafic par chargement de conteneurs.

Les représentants d'Eurojust ont contribué à une étude préparatoire pour une évaluation d'impact d'un nouvel instrument législatif remplaçant la décision-cadre 2004/757/JAI du Conseil concernant le trafic illicite de drogue.

Eurojust était représentée à la *Deuxième conférence européenne sur les indicateurs relatifs à l'offre de drogues* de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), tenue à Lisbonne en novembre. Des négociations officielles sur un protocole d'accord entre Eurojust et l'OEDT ont été ouvertes fin 2012.

Dans le contexte de la coopération avec les pays d'Amérique latine, Eurojust a participé en février, au Mexique, au séminaire de haut niveau de l'Assemblée Parlementaire Euro-Latino Américaine sur la *Lutte contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée dans l'Union européenne et en Amérique latine*. En outre, la possibilité d'une coopération avec le Réseau

Plusieurs réseaux de distribution de trafic de stupéfiants en Autriche, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas avaient été mis en place par un GCO de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine. D'importants transports d'héroïne étaient organisés depuis ce pays vers la Belgique et les Pays-Bas. Lorsqu'elle arrivait en Europe occidentale, l'héroïne était distribuée en quantités allant jusqu'à 5 kg vers Francfort et Vienne. Des liens éventuels semblaient exister avec le Royaume-Uni, la Suède, le Danemark, la France et la Suisse.

Grâce à la coopération policière entre l'Autriche et l'Allemagne et à des enquêtes intensives, de grandes quantités d'héroïne ont été saisies dans les deux pays. Plusieurs membres de moindre importance du GCO ont été arrêtés mais ont été remplacés en 2 ou 3 jours. Pour renforcer les efforts communs de lutte contre le GCO, les parties se sont entendues pour qu'Eurojust coordonne les enquêtes dans les États membres et suggère l'ouverture d'enquêtes et de poursuites dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

Au début de l'implication d'Eurojust dans les enquêtes, ni les Pays-Bas ni l'Ancienne République yougoslave de Macédoine n'avaient ouvert d'enquête nationale. Comme l'Ancienne République yougoslave de Macédoine n'extrade pas ses nationaux, et que la plupart des suspects y résidaient, Eurojust a organisé deux réunions de coordination pour encourager son implication et pour accélérer les enquêtes. À la suite de la première réunion de coordination organisée par Eurojust, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine a ouvert une enquête. Les enquêtes coordonnées ont résulté en l'arrestation et la condamnation des principaux suspects et de plusieurs autres responsables.

Le GCO a ensuite reconstruit son réseau et une troisième réunion de coordination a été organisée par Eurojust pour discuter de la manière de renforcer la coopération. Les divergences entre les systèmes juridiques des pays impliqués ont constitué un obstacle à la divulgation des informations et à l'implication complète des partenaires potentiels. Cette troisième réunion de coordination a constitué un forum pour un débat approfondi sur la manière de surpasser tous les problèmes juridiques et d'identifier les solutions potentielles combinant l'utilisation de plusieurs instruments judiciaires. Après consultation et accord au niveau national concernant les mesures proposées à adopter, une quatrième réunion de coordination organisée par Eurojust a résulté en la mise en place d'une ECE entre l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, qui est actuellement active. L'ECE a obtenu un soutien financier par l'intermédiaire du Projet de financement des ECE d'Eurojust.

centre-américain des services de poursuite spécialisés dans la criminalité organisée (*Network of Prosecutors against Organized Crime in Central America – REFCO*), une initiative de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), a été explorée.

La coopération avec le Réseau latino-américain de coopération judiciaire internationale (IberRed) a été fructueuse.

## La traite des êtres humains

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	60	79
Nombre de réunions de coordination	20	24
Nombre d'ECE	6	6

*L'analyse de ce type de criminalité montre qu'environ la moitié des dossiers porte sur la TEH en tant que telle. La qualité de membre d'une organisation criminelle est souvent présente dans les dossiers de TEH soumis à Eurojust, suivie par l'immigration illégale. Les États membres les plus lourdement impliqués dans ce type de criminalité, au regard du nombre de dossiers soumis à Eurojust, sont l'Allemagne et le Royaume-Uni, suivis par la Bulgarie et l'Espagne. Les États membres les plus sollicités pour une coopération dans ce domaine sont la Roumanie, la Bulgarie et les Pays-Bas.*

La déclaration commune de 2011 des agences JAI a cherché à réagir à la TEH d'une manière coordonnée, cohérente et complète ; en est résulté l'engagement d'Eurojust d'accroître ses efforts dans l'assistance des États membres, en coopération avec d'autres agences, dans le cadre des enquêtes et poursuites portant sur la TEH et en coordonnant les opérations transfrontalières.

Pour faire suite à cette déclaration commune et conformément à la stratégie de l'UE en vue de l'éradication de la TEH pour la période 2012 - 2016, Eurojust a lancé un projet stratégique, l'*Action d'Eurojust contre la traite des êtres humains*, afin de renforcer et améliorer la coopération entre les autorités judiciaires nationales dans la lutte contre la TEH, d'améliorer l'efficacité des instruments juridiques existants, d'intensifier les efforts pour poursuivre ces infractions au niveau national et d'améliorer l'implication d'Eurojust dans les dossiers de TEH. Le projet est fondé sur (i) l'analyse des réponses à un questionnaire envoyé à tous les États membres, à la Croatie

La France a ouvert un dossier de traite des êtres humains impliquant l'exploitation sexuelle de ressortissantes bulgares. Les membres d'un GCO recrutèrent les victimes en Bulgarie et les contraignaient à se prostituer dans plusieurs pays européens.

Les autorités françaises ont sollicité le soutien d'Eurojust pour identifier d'éventuelles procédures parallèles en Belgique et pour faciliter la constitution d'une ECE. Après une réunion de coordination à Eurojust, les autorités belges ont ouvert une enquête préliminaire visant deux suspects apparaissant dans la procédure française.

Une ECE impliquant la France, la Bulgarie, Eurojust et Europol a été mise en place pour faciliter l'échange d'informations et de preuves. L'ECE a obtenu un soutien financier par l'intermédiaire du Projet de financement des ECE d'Eurojust. Les enquêtes visaient à la fois l'activité criminelle relative à la traite des êtres humains et les flux financiers en résultant. À cet égard, l'analyse par Eurojust des transactions financières à travers des versements via Western Union a été particulièrement utile pour identifier les profits illicites envoyés de France aux principaux suspects résidant en Bulgarie.

Après une enquête approfondie effectuée dans le cadre de l'ECE, la France a initié une opération commune. En raison de la grande mobilité du GCO, les autorités belges et polonaises ont aussi participé à cette journée consacrée aux opérations policières. Un centre de coordination a été mis en place auprès d'Eurojust avec la participation des bureaux nationaux d'Eurojust impliqués, de l'unité chargée de l'analyse des dossiers et d'Europol, et ce, afin d'assurer des prises de décision et des échanges d'informations en temps réel. Le centre de coordination a également facilité l'émission de quatre MAE pendant la journée d'action et a fourni des analyses et recoupements des informations qui ont permis de mettre à jour des liens avec d'autres enquêtes menées dans l'Union européenne. Des preuves documentaires et des téléphones mobiles ont été saisis à l'occasion de treize perquisitions, six MAE ont été exécutés et neuf personnes arrêtées.



et à la Norvège, (ii) l'analyse de certains dossiers de TEH d'Eurojust dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2011, et (iii) les conclusions élaborées à l'issue d'une réunion stratégique sur la TEH organisée par Eurojust en avril 2012. Les résultats ont été exploités pour rédiger un *Rapport final et Plan d'action pour 2012 – 2016*, présenté à la Journée européenne contre la traite des êtres humains le 18 octobre 2012.

Eurojust a soutenu des initiatives de formation organisées par Frontex et CEPOL en apportant son expérience et son expertise. Eurojust a établi des contacts avec le groupe informel de l'ONU sur la traite des êtres humains et avec la plateforme sur la traite des êtres humains créée par l'association internationale des procureurs (*International Association of Prosecutors – IAP*). Elle a également participé au projet de l'EM-PACT visant la TEH ainsi qu'au projet « *Introduction aux exigences en vue d'établir des ECE pour lutter contre la TEH en Europe du Sud-Est* » conduit par la Bulgarie et la Slovénie, axé à la fois sur la coopération et la coordination judiciaires ainsi que sur la protection des victimes.

## La fraude

Les autorités judiciaires suédoises ont demandé au bureau suédois d'Eurojust d'organiser une réunion de coordination pour discuter d'un certain nombre d'obstacles juridiques concernant l'enquête sur une affaire de vente illégale d'actions (« Boiler-room fraud »), connue sous le nom de « fraude à l'investissement à haut rendement ». Cette affaire avait des liens vers la Finlande, l'Islande, Chypre et le Royaume-Uni. 19 victimes, qui avaient été escroquées pour un total de 800 000 EUR, ont été identifiées en Suède.

Les objectifs de la réunion de coordination tenue à Eurojust étaient les suivants : échanger des informations sur les éléments de preuves et les renseignements recueillis dans les pays impliqués, identifier le pays le mieux à même de mener les poursuites dans l'affaire et décider de la possibilité de prolonger l'accord bilatéral relatif à l'ECE entre la Suède et la Finlande. Après la réunion de coordination, l'accord bilatéral relatif à l'ECE entre la Suède et la Finlande a été prolongé et étendu au Royaume-Uni, à Chypre et à l'Islande. Eurojust a facilité le processus de modification de l'accord relatif à l'ECE et a apporté les financements nécessaires de l'UE par l'intermédiaire du projet de financement des ECE. Lors de la réunion de coordination, tous les pays se sont entendus pour confier à la Suède la direction de l'enquête et des poursuites dans ce dossier de fraude, évitant ainsi un conflit de compétence.

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés*	382	218
(* Les chiffres totaux pour 2012 ne peuvent pas être comparés aux années précédentes – voir explication ci-dessous)		
Nombre de réunions de coordination	33	58
Nombre d'ECE	11	4

*L'escroquerie (86 dossiers) et la fraude à la TVA (58 dossiers) ont été les infractions apparaissant le plus souvent dans les dossiers soumis à Eurojust, au cours de 2012. L'analyse de ce type de criminalité démontre que la majorité des dossiers (256) porte sur la fraude en tant que telle. Toutefois, la criminalité organisée, la contrefaçon de documents et le blanchiment d'argent ont été les infractions les plus souvent liées à la fraude dans les dossiers où elle coexistait à d'autres infractions. Les États membres ayant enregistré le plus de dossiers impliquant ce type de criminalité ont été l'Autriche, la République tchèque et la Hongrie ; les plus sollicités ont été le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne.*

En 2012, Eurojust a appliqué de nouveaux critères à la classification statistique de ses dossiers par type de criminalité. Ces changements expliquent l'apparente augmentation du nombre de dossiers de fraude.

Eurojust a également participé à une réunion d'experts organisée par Europol dans le cadre de son point de contact sur la fraude intracommunautaire de type carrousel (*Missing Trader Intra-Community – MTIC*).



## La corruption

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	30	26
Nombre de réunions de coordination	7	19
Nombre d'ECE	3	1

*La majorité des dossiers était liée au blanchiment d'argent et à la fraude.*

Les représentants d'une société finlandaise produisant des véhicules blindés étaient soupçonnés d'avoir versé des pots-de-vin à des responsables et décideurs publics croates. Les autorités finlandaises avaient ouvert une enquête relative à une suspicion de corruption aggravée après avoir découvert que les transactions financières liées à ce dossier étaient similaires à d'autres intervenues entre la même société et les autorités slovènes. Une société autrichienne, qui agissait en tant que mandataire dans les transactions entre les deux parties, recevait des paiements du fabricant des véhicules. Les autorités finlandaises avaient des raisons de croire que le délit de corruption était caractérisé par des paiements liés au contrat et effectués d'avance.

Une ECE a été mise en place avec le soutien d'Eurojust. L'ECE a permis aux autorités compétentes finlandaises, autrichiennes et croates de mener des enquêtes efficaces conjointement avant le procès. Dans le cadre de l'ECE, les autorités nationales ont également été en mesure de mener les auditions nécessaires et de faire usage de mesures coercitives et de tout autre mesure rendue nécessaire par l'enquête. Eurojust a abrité deux réunions de coordination qui ont permis aux participants à l'ECE de s'entendre sur l'élaboration d'un plan opérationnel devant être signé par toutes les parties à l'ECE. Le soutien d'Eurojust s'est avéré important pour permettre aux parties de coopérer efficacement sur le fondement du principe de la confiance mutuelle. Eurojust a continué de faciliter le travail des autorités nationales dans ce dossier, au long de l'année 2012.

Plusieurs dossiers, concernant des marchés publics qui impliquaient des fonds ou des procédures d'appel d'offres de l'UE, ont été traités par Eurojust.

Eurojust a participé au travail d'un groupe d'experts, qui a examiné les conclusions de l'étude financée par la Commission, *Development of an EU Evaluation Mechanism in the area of Anti-Corruption with a particular focus on identifying and reducing the cost of corruption in Public Procurement involving EU Funds* (Développement d'un mécanisme d'évaluation de l'UE dans le domaine de l'anticorruption avec une attention particulière à l'identification et la réduction du coût de la corruption dans les marchés publics impliquant des fonds de l'UE). Eurojust a apporté son expertise dans le domaine des enquêtes et des poursuites.

Eurojust a participé à un débat sur la corruption diffusé par la télévision *Euronews* en septembre 2012. À cette occasion, le rôle d'Eurojust dans la lutte contre la corruption a été souligné, tout comme les propositions concrètes pour traiter les problèmes auxquels sont confrontés les procureurs dans les enquêtes et les poursuites portant sur la corruption. Ces problèmes et les propositions d'Eurojust avaient été discutés lors d'un débat tenu à Eurojust, après l'adoption des mesures anticorruption de l'UE en 2011, par le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs de parquet des États membres de l'UE. Le principal message transmis était qu'Eurojust s'engageait activement dans la lutte contre la corruption et que le développement futur d'Eurojust, à la lumière du TFUE, était conçu pour améliorer son efficacité.

## La cybercriminalité

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	42	24
Nombre de réunions de coordination	5	10
Nombre d'ECE	2	2

*L'analyse de ce type de criminalité confirme que la criminalité organisée, la fraude et le blanchiment d'argent sont très souvent liés aux dossiers de cybercriminalité soumis à Eurojust. La majeure partie de ces dossiers concernait le phishing (hameçonnage) ou des images d'abus d'enfants mises en ligne. Les États membres les plus impliqués dans ce type de criminalité ont été la Roumanie, la Belgique, l'Estonie, l'Allemagne, la France et l'Italie. Les États membres les plus souvent sollicités pour une coopération judiciaire ont été l'Ita-*

Depuis août 2010, un GCO utilisait des données contrefaites et volées de cartes de crédit pour payer des marchandises achetées sur des sites internet allemands. Ces marchandises, essentiellement des produits électroniques de haute qualité tels que des tablettes, des appareils photographiques numériques, des télévisions à écran plat et des téléphones mobiles ainsi que des vêtements et des montres de marque, étaient envoyés à des commerçants en Allemagne, qui faisaient ensuite suivre ces paquets vers l'Europe du nord (en particulier vers l'Estonie).

Deux réunions ont été organisées dans les locaux d'Eurojust en 2011. Lors de la première réunion en 2011, un accord relatif à une ECE a été signé entre l'Estonie et l'Allemagne en vue d'identifier les suspects et de démanteler le GCO. Les membres de l'ECE ont également échangé des informations pour faciliter les poursuites dans les deux pays. Les autorités judiciaires estoniennes avaient besoin d'informations émanant des autorités allemandes et concernant les infractions principales relatives au blanchiment d'argent commises en Allemagne. Or, les autorités allemandes avaient transmis des éléments d'information issus de la procédure allemande qui ne satisfaisaient pas aux exigences procédurales estoniennes. Dans le cadre de l'ECE, les problèmes ont été résolus ; des informations complémentaires ont été promptement préparées par les autorités allemandes, permettant ainsi aux autorités estoniennes de se conformer aux exigences de leur procédure pénale en matière de preuves.

Grâce aux enquêtes, des marchandises d'une valeur estimée à 250 000 EUR ont été saisies en Allemagne en 2011. Le préjudice total causé par les contrevenants a été estimé à 3 millions EUR. Dans la procédure judiciaire estonienne, 27 suspects ont été identifiés et accusés de blanchiment d'argent.

En 2012, une deuxième réunion de coordination a été organisée auprès d'Eurojust, durant laquelle les autorités des pays concernés ont indiqué que les enquêtes avaient révélé des liens avec la Russie, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Autriche et la Lituanie.

*lie, le Royaume-Uni et l'Allemagne, suivis de l'Espagne et des Pays-Bas. Dans la période considérée, Eurojust a accueilli un centre de coordination concernant la cybercriminalité.*

Eurojust a de nouveau participé à la plate-forme européenne sur la cybercriminalité, y compris le système en ligne de déclaration de criminalité sur l'internet (I-CROS) et le point de contact Cyborg d'Europol.

Conformément aux conclusions du Conseil sur l'établissement du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité (EC3), qui a souligné l'importance de voir ce dernier collaborer étroitement avec Eurojust, le collège d'Eurojust a nommé l'un de ses représentants auprès du comité de direction de l'EC3 en décembre 2012. Lors de la première réunion du comité de direction de l'EC3, Eurojust a proposé d'agir en tant que point de contact pour les autorités judiciaires concernées et de rechercher la possibilité de tisser des liens entre l'EC3 et la formation des magistrats des États membres, dans le domaine de la cybercriminalité. Le collège d'Eurojust a décidé de mettre en place auprès d'Eurojust un groupe de travail sur la cybercriminalité et la criminalité liée à ce phénomène

Les autorités en Espagne et au Royaume-Uni enquêtaient sur un système sophistiqué de blanchiment d'argent. Les activités illégales comportaient l'importation, l'acquisition et la distribution de drogues réglementées. Certaines des méthodes utilisées par le GCO pour blanchir plus de 2 millions EUR incluaient la fraude à l'hypothèque, des ventes frauduleuses de véhicules et l'acquisition d'actifs en Espagne comme au Royaume-Uni.

L'enquête avait pour objet d'identifier les placements du GCO en Espagne et de procéder à la saisie de ses actifs. Eurojust a facilité l'échange d'informations entre l'Espagne et le Royaume-Uni, permettant aux autorités espagnoles d'identifier des biens supplémentaires détenus par les membres du GCO basés en Espagne. L'analyse des données par Europol a contribué à l'identification des relations entre les membres et les proches du GCO. Après deux réunions de coordination, les autorités espagnoles ont arrêté plusieurs suspects et saisi leurs actifs.

et de détacher un membre du personnel à l'EC3 pour assurer la couverture de la dimension judiciaire.

Comme sa sphère d'action s'étend également à la coopération avec les États tiers, Eurojust a accueilli un atelier sur la cybercriminalité dans le contexte de l'*Atelier sur l'application des accords d'entraide judiciaire et d'extradition entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique*, qui s'est tenu les 25 et 26 octobre.

## Le blanchiment d'argent

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	144	122
Nombre de réunions de coordination	34	27
Nombre d'ECE	8	4

*L'analyse montre qu'un nombre significatif de dossiers (64) portait sur le blanchiment d'argent en tant que tel. La fraude, la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants étaient les catégories de criminalité les plus fréquemment associées au blanchiment d'argent lorsque celui-ci ne constituait pas la seule infraction. Les États membres les plus actifs dans l'ouverture de dossiers ont été l'Autriche, Chypre et le Royaume-Uni. Les États membres les plus sollicités ont été l'Italie, les Pays-Bas et la France.*

Eurojust a participé à des réunions du Groupe d'action financière (GAFI) et à la réunion d'experts organisée par Europol dans le cadre de son point de contact Sustrans.

## Les groupes criminels organisés (mobiles)

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	231	197
Nombre de réunions de coordination	43	56
Nombre d'ECE	5	6

*L'analyse montre qu'un nombre significatif de dossiers (68) a porté sur la criminalité organisée en tant que telle. Dans les dossiers où elle ne constituait pas la seule infraction, c'est le trafic de stupéfiants qui lui a été le plus souvent associé, suivi par la fraude, les infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la liberté personnelle et la TEH. Les États membres*

*ayant le plus souvent ouverts des dossiers liés à ce type de criminalité organisée ont été l'Italie, l'Autriche et la Bulgarie. Les États membres dont la coopération a été le plus souvent sollicitée ont été l'Italie, la Belgique et le Royaume-Uni.*

Les groupes criminels organisés continuent d'être présents dans les dossiers d'Eurojust, non seulement en tant qu'élément isolé, mais également comme élément constitutif d'une circonstance aggravante d'autres infractions.

Les autorités italiennes enquêtaient sur un GCO impliqué dans l'appropriation de véhicules lourds (tracteurs, semi-remorques, camions, etc.) par l'intermédiaire de détournements et de simulation de vols au préjudice de sociétés de crédit-bail, s'élevant à plusieurs millions d'euros. Les plaques d'immatriculation et les numéros d'enregistrements étaient modifiés puis les véhicules vendus en Europe de l'Est, Afrique du Nord, Albanie, Turquie, Pologne et Arabie saoudite. Le GCO opérait en Italie, Autriche et Allemagne. Les autorités italiennes ont demandé le soutien du bureau national italien d'Eurojust pour étendre les enquêtes à ces pays.

Il a été demandé à Eurojust de faciliter l'exécution simultanée des MAE et des perquisitions. Les bureaux nationaux impliqués ont coordonné les opérations avec leurs autorités nationales et se sont entendus sur la mise en œuvre d'une opération commune en décembre 2011. Ce jour-là, 13 individus ont été interpellés en Italie, un en Autriche et un en Allemagne, et un grand nombre de perquisitions effectuées. Après ces opérations, le soutien d'Eurojust a été demandé pour faciliter l'exécution d'autres demandes de MLA et pour trouver le meilleur moyen de coordonner les procédures pénales dans les pays concernés afin d'éviter l'application éventuelle du principe *ne bis in idem*. L'un des suspects, arrêté dans son pays d'origine, devait y être poursuivi, son extradition n'étant pas possible. Ces difficultés juridiques ont été évoquées lors d'une réunion de coordination organisée en mars 2012 ; une dénonciation officielle des faits par l'Italie à l'Autriche a finalement été décidée.

Pour assurer la conformité avec les priorités de l'UE, la décision 2012-10 du collège relative aux priorités opérationnelles d'Eurojust pour la période 2012 - 2013 a introduit la catégorie des groupes criminels organisés mobiles (itinérants) en tant que catégorie distincte de criminalité organisée. Cette catégorie comprend les réseaux criminels itinérants opérant à travers l'Union européenne, habituellement spécialisés dans des domaines de criminalité tels que les cambriolages, les attaques de véhicules blindés et le vol de métaux.

Eurojust a œuvré en faveur d'une approche multidisciplinaire de la criminalité organisée. Un séminaire stratégique organisé conjointement avec la présidence danoise du Conseil de l'UE et dénommé « *Une approche multidisciplinaire de la lutte contre la criminalité organisée : les mesures administratives, le suivi judiciaire et le rôle d'Eurojust* » a été tenu à Copenhague en mars 2012.

Eurojust a également participé aux réunions du réseau informel sur l'approche administrative en vue

de prévenir et combattre la criminalité organisée et a activement contribué, en sa qualité de membre du groupe central du réseau, à la création de la communauté virtuelle mise en place pour les praticiens dans ce domaine.

Les modes d'utilisation des produits de la criminalité organisée restent une préoccupation pour Eurojust. C'est dans cet esprit qu'a été organisé le séminaire intitulé « *Confiscation et criminalité organisée : procédures et perspectives de la coopération judiciaire internationale* », tenu à Palerme en mai 2012.

## L'immigration illégale

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	29	31
Nombre de réunions de coordination	18	13
Nombre d'ECE	4	2

Les autorités frontalières finlandaises ont ouvert une enquête en décembre 2010 après l'arrivée dans un aéroport finlandais de deux femmes, portant de faux passeports indiens, accompagnées d'un homme, originaire d'Inde. Après une enquête préliminaire, les autorités ont découvert un GCO très actif qui facilitait l'immigration illégale du Sri Lanka vers l'Union européenne. Les autorités finlandaises soupçonnaient le GCO de faciliter l'entrée illégale en France de personnes du Sri Lanka en utilisant fréquemment un itinéraire passant par les Émirats arabes unis, le Kenya, la Tanzanie, la Turquie et la Finlande. Certains des immigrants illégaux utilisaient de faux passeports britanniques produits en Thaïlande pour se rendre au Canada.

Les autorités finlandaises ont sollicité l'assistance d'Eurojust en vue de la constitution d'une ECE avec la France. Bien que la procédure d'autorisation dans les deux États membres soit différente, l'ECE a été établie lors d'une réunion de coordination tenue dans les locaux d'Eurojust en septembre 2011. Le cadre juridique de l'ECE a permis un échange rapide d'informations à des fins judiciaires en évitant la longueur de la procédure d'exécution des commissions rogatoires et la nécessité de procéder à des traductions. Eurojust a accueilli trois réunions de coordination qui ont permis aux participants d'échanger des informations, en toute confiance et à surmonter la barrière linguistique.

En outre, un centre de coordination, en communication directe avec un centre opérationnel d'Europol mis en place à Paris, a été organisé dans les locaux d'Eurojust en février 2012 pour soutenir l'exécution simultanée des opérations en Finlande, en France et en Belgique. Les deux centres ont permis d'assurer un échange d'informations et d'éléments de preuve en temps réel entre la police et les autorités judiciaires des pays concernés et de procéder à l'analyse immédiate des données recueillies. Pendant l'opération commune, 23 perquisitions ont été réalisées et 27 personnes arrêtées. Après la journée d'action coordonnée, Eurojust a continué de suivre l'évolution du dossier pour garantir le meilleur résultat possible au niveau judiciaire.



Les autorités italiennes enquêtaient sur une association criminelle de plusieurs ressortissants italiens soupçonnés de fraude fiscale. Alors qu'ils agissaient pour le compte de diverses sociétés étrangères, ces individus avaient signé un acte de transfert d'actions d'une société italienne localisée à Sienne à un tiers, une société enregistrée aux Bermudes, afin de se soustraire à l'impôt en Italie. Ce système de fraude fiscale impliquait également une société américaine et une société portugaise, toutes deux opérant en tant que filiales de leur société mère basée aux Bermudes. Les gains en capital des deux sociétés étaient transférés à la société située aux Bermudes.

L'assistance d'Eurojust a été sollicitée par les autorités italiennes afin de faciliter l'exécution de demandes de MLA adressées aux autorités compétentes aux États-Unis et au Portugal en vue d'obtenir toutes les informations et les pièces pertinentes prouvant la nature fictive des deux filiales. Grâce à l'intervention rapide d'Eurojust, les autorités portugaises ont promptement exécuté la demande de MLA italienne, ce qui a abouti au paiement complet des dettes fiscales de la société italienne impliquée, dans les délais de l'enquête préliminaire italienne. La réaction immédiate d'Eurojust et des autorités portugaises a permis aux autorités italiennes de recouvrer 67 millions d'euros d'impôts impayés.

*L'analyse de ce type de criminalité montre qu'environ la moitié des dossiers porte sur l'immigration illégale en tant que telle. La TEH, la criminalité organisée et la contrefaçon de documents sont les infractions le plus souvent associées à l'immigration illégale dans les dossiers où d'autres faits sont punissables. Les États membres les plus actifs dans l'ouverture de dossiers ont été la France, l'Autriche et l'Italie, tandis que les États membres dont la coopération a été le plus souvent sollicitée sont l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.*

Ainsi qu'il a déjà été précisé plus haut, les priorités opérationnelles d'Eurojust sont conformes aux priorités de l'UE et incluent désormais l'immigration illégale, évoquée, pour la première fois dans notre rapport annuel.

Eurojust a participé au projet de l'EMPACT portant sur l'immigration illégale.

## Le point de contact chargé de la protection des enfants à Eurojust - Les infractions commises à l'encontre des enfants

Les dossiers d'Eurojust montrent que les infractions affectant le plus fréquemment les enfants sont la pédopornographie, les abus sexuels, le rapt, la TEH et les infractions portant atteinte à la vie.

Eurojust a continué à favoriser la coordination des informations et à donner des conseils sur les actions possibles dans les enquêtes et poursuites transnationales dans le domaine de la criminalité grave à l'encontre des enfants pour laquelle son assistance a été sollicitée. Ces activités ont impliqué des contacts fréquents avec les bureaux nationaux, notamment en vue d'échanger des informations pertinentes et d'encourager les autorités nationales compétentes à soumettre à Eurojust un nombre plus important de dossiers transfrontaliers impliquant des infractions commises à l'encontre des enfants.

Eurojust a traité 27 dossiers liés à des infractions commises au préjudice d'enfants, dont trois émanant de la Norvège. À la fin de l'année 2012, le point de contact a participé au lancement officiel de deux importants outils européens et internationaux créés pour mieux protéger les enfants des infractions graves : (1) la nouvelle entente financière européenne contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales sur Internet, un projet qui remet en cause les pratiques anciennes et nouvelles de distribution commerciale en ligne de documents relatifs à l'abus sexuel d'enfants et ce, en visant les systèmes de paiement et les TIC utilisés pour mener des opérations illégales ; et (2) l'alliance mondiale de lutte contre l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne, en vue d'une meilleure identification, d'une aide aux enfants victimes et d'une poursuite efficace des responsables. Eurojust a participé à la conférence annuelle des experts dans le domaine de l'exploitation sexuelle organisée par Europol et à la 11<sup>e</sup> conférence annuelle du Réseau de droit pénal international (ICLN) sur la lutte contre la cybercriminalité.

La décision Eurojust comporte une obligation, incombant aux États membres, d'informer Eurojust des affaires transfrontalières complexes impliquant l'exploitation sexuelle d'enfants et la pédopornographie. Depuis 2004, Eurojust a enregistré 187 dossiers concernant des enfants victimes, neuf dossiers émanant de la Norvège et un dossier des États-Unis.

Le bureau national italien a demandé à 11 États membres ainsi qu'à la Norvège, aux États-Unis, à Europol et à Interpol de soutenir une enquête italienne relative à la distribution de documents pornographiques impliquant des mineurs. Un suspect italien gérait un réseau social hébergé sur des serveurs situés aux États-Unis qui servaient de plateforme mondiale d'échange d'images et de vidéos d'enfants de moins de 14 ans.

Eurojust a accueilli deux réunions de coordination, en janvier et février 2012, à la suite desquelles des opérations coordonnées ont été convenues et immédiatement programmées. Les utilisateurs ont été identifiés par l'intermédiaire de leur adresse IP dans 12 États membres et en Norvège, en Turquie, en Ukraine, aux États-Unis et en Asie.

Il a été demandé à Eurojust de coordonner les perquisitions à réaliser dans les États membres par l'intermédiaire d'outils de coopération judiciaire internationale, avec le soutien d'Europol et d'Interpol, et ce, afin de préserver les éléments de preuve et de démanteler le réseau.

Un centre de coordination a été mis en place à Eurojust avec l'implication active de la France, du Portugal, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Suède et de l'Italie.

Grâce à ces différentes actions, 112 personnes ont été identifiées et inculpées d'association de malfaiteurs, 10 personnes ont été arrêtées dans divers pays à travers le monde et il a été procédé à de nombreuses perquisitions, au cours desquelles des éléments de preuve ont été saisis. Les autorités américaines ont fermé le réseau social et saisi son contenu en tant que preuve.

## Les infractions affectant les intérêts financiers de l'UE

Statistiques	2012	2011
Nombre de dossiers enregistrés	27	21

Eurojust a accordé une attention particulière au domaine des infractions affectant les intérêts financiers de l'UE (dites « infractions PIF »). Comme pour les autres domaines de criminalité, Eurojust a apporté son assistance aux autorités nationales en facilitant l'exécution rapide des CR et en coordonnant les mesures à prendre dans les enquêtes et les poursuites. Par exemple, Eurojust a accueilli des réunions de coordination, facilité le gel et la confiscation des produits du crime et traité des demandes urgentes, en particulier lorsque les délais fixés par les règles procédurales nationales arrivaient à expiration.

Dans sa réponse de juin 2012 à la consultation publique de la Commission européenne sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne et le renforcement des poursuites judiciaires, Eurojust a souligné que, du point de vue de la coopération judiciaire, les problèmes rencontrés dans le cadre de la

protection des intérêts financiers de l'UE pouvaient résulter des différences existant entre les règles procédurales des États membres, telles que les délais de prescription et les règles de recueil des preuves. En outre, le manque de ressources et de spécialisation au niveau national peut entraîner des difficultés pratiques dans le cadre de la lutte contre la criminalité affectant les intérêts financiers de l'UE. Dans les affaires de criminalité grave, la coopération et la coordination précoces entre les autorités nationales compétentes sont cruciales. Lorsqu'elle est sollicitée, Eurojust apporte ces types d'assistance aux autorités nationales compétentes.

Eurojust a rencontré des difficultés pour rassembler des statistiques fiables sur ce type de criminalité, en raison essentiellement de l'absence d'une définition claire d'une infraction PIF au niveau de l'UE, situation qui résulte des opinions divergentes des États membres et donc des bureaux nationaux sur ce qui constitue une telle infraction.

Pour contourner ce problème, le collège a adopté, en décembre 2012, des mesures pour améliorer le recueil de données statistiques et l'analyse juridique des dossiers d'Eurojust liés aux infractions PIF. Par ailleurs, Eurojust suit avec intérêt la *Proposition de*

*directive du Parlement européen et du Conseil relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.*

Le 14 septembre 2012, Eurojust a rédigé une réponse détaillée à l' « Appel à contributions sur la politique et les actions de l'UE pour lutter contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE » émanant de la Chambre des Lords.

## 1.4 Les équipes communes d'enquête

En 2012, Eurojust a continué d'apporter soutien et assistance aux praticiens pour la mise en place et le fonctionnement des ECE. Au cours de la période considérée, 78 ECE étaient en cours, dont 62 bénéficiaient d'un financement d'Eurojust. Les membres nationaux ont participé à 47 ECE nouvellement créées, dont certaines concernant plusieurs infractions. Les membres nationaux y ont participé soit en leur qualité d'autorités nationales compétentes, soit au nom d'Eurojust. Les ECE étaient relatives aux types de criminalité les plus graves, tels que le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent, la TEH et la fraude. En outre, Eurojust a reçu 14 notifications d'États membres en conformité avec l'article 13, paragraphe 5, de la décision Eurojust.

L'utilisation croissante des ECE facilitées par Eurojust laisse à penser que les praticiens se familiarisent avec l'instrument de l'ECE, reconnaissent l'expertise d'Eurojust dans ce domaine et l'importance du projet de financement des ECE.

Le rôle spécifique joué par Eurojust dans la constitution et le bon fonctionnement des ECE a continué d'être essentiellement lié : (i) à l'apport d'un soutien pour rédiger les accords relatifs aux ECE et aux plans d'action opérationnels, en particulier lorsque des clauses spécifiques doivent être ajoutées aux modèles standards, (ii) à la fourniture de conseils aux autorités nationales quant à l'adéquation de cet outil avec les mesures à prendre dans des affaires données, (iii) à l'identification des dossiers compatibles avec la conclusion d'une ECE, (iv) à la fourniture d'informations sur les différents systèmes procéduraux, (v) au soutien des ECE par l'intermédiaire de réunions de coordination, et (vi) à la coordination pendant les actions opérationnelles menées simultanément le jour prévu.

Les dossiers d'Eurojust indiquent que des difficultés juridiques et pratiques affectent toujours le bon fonctionnement des ECE. Les obstacles suivants ont été identifiés : (i) les enquêtes sont à des niveaux différents ou sont menées à un rythme différent dans les États membres impliqués dans une ECE, (ii) absence d'une enquête parallèle dans les États membres alors qu'une telle enquête est requise pour leur permettre

de participer à une ECE, et (iii) différences entre les systèmes juridiques, concernant notamment les règles relatives au secret de la procédure, à l'accès aux pièces de procédure (questions de divulgation), aux délais de conservation des données et à la transmission d'éléments de preuve par vidéoconférence

Un accord relatif à une ECE a été signé, sous l'égide d'Eurojust pour faciliter des enquêtes menées au Royaume-Uni et aux Pays-Bas sur des faits de facilitation d'immigration illégale et clandestine réalisés, entre autres, par la célébration de mariages blancs, la fraude documentaire et des délits relatifs aux drogues commis par des GCO ou des individus.

Le GCO opérant aux Pays-Bas était impliqué dans le recrutement de femmes néerlandaises antillaises pour qu'elles épousent au Royaume-Uni des ressortissants nigériens souhaitant se mettre en conformité avec les règles sur l'immigration.

Trois réunions de coordination ont été tenues à Eurojust afin d'échanger des informations sur la situation des enquêtes au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, pour discuter des options tactiques concernant la phase d'arrestations aux Pays-Bas, pour étudier les possibilités d'une réunion stratégique sur les mariages blancs et pour améliorer la sensibilisation à ce type de criminalité.

Après deux années d'activité de l'ECE, les deux États membres ont fait état d'un partenariat très fructueux. Au Royaume-Uni, le plan d'action a permis 68 arrestations et a conduit à 56 condamnations et à des peines de prison totales de plus de 72 ans. Le principal suspect a été interpellé aux Pays-Bas et remis au Royaume-Uni.

Suite à des éléments de preuve fournis par une victime bulgare, qui avait été amenée au Royaume-Uni via la Grèce sous la menace et avait été forcée à travailler comme prostituée au Royaume-Uni pendant environ un mois, le Royaume-Uni a ouvert une enquête pour traite des êtres humains. Il a été découvert que d'autres victimes avaient été exploitées par les mêmes suspects ; les autorités britanniques et bulgares ont signé une ECE, qui a obtenu un soutien financier grâce au projet de financement des ECE d'Eurojust. Trois demandes de financement ont permis aux parties d'obtenir 98 330 euros, deux ordinateurs portables, une imprimante et un scanner.

Deux réunions de coordination ont été tenues à Eurojust avant que les parties ne signent l'accord relatif à l'ECE. La préoccupation essentielle a porté sur des problèmes de compétence, les infractions ayant été commises au Royaume-Uni mais l'ensemble des protagonistes (auteurs et victimes) ayant été localisés dans ce pays. Les différences des règles procédurales, par exemple, l'exigence de corroboration ont constitué des défis en matière de preuves, qui ont été relevés par l'ECE. L'intérêt et le bénéfice mutuel tirés de l'ECE ont prévalu ; ils ont conduit les autorités britanniques et bulgares à déployer des efforts en commun, qui se sont révélés fructueux.

Le travail de l'ECE et la coopération simplifiée garantie par les réunions de coordination dans les locaux d'Eurojust ont résulté en l'identification de plusieurs suspects et d'autres victimes de ce GCO. Le principal suspect a été jugé et condamné à une peine de six ans.

ou sous réserve d'un contrôle judiciaire préalable. Eurojust s'est de nouveau intéressé aux problèmes récurrents liés à la recevabilité des preuves et à la divulgation des informations et est parvenue à assister avec succès les praticiens pour les surmonter.

Eurojust a continué de sensibiliser les praticiens aux ECE, particulièrement dans les États membres ayant une moindre expérience de cet outil, en soulignant la valeur ajoutée.

Eurojust et les praticiens des États membres préconisent avec force une évaluation systématique de l'outil que sont les ECE afin de renforcer et améliorer leur utilisation et leur fonctionnement. En 2012, les dossiers d'Eurojust ont montré un certain niveau d'implication dans l'évaluation des ECE au cas par cas, à la fois avant leur extension et après leur clôture.

L'évaluation des ECE a fait l'objet de discussions pendant la 8<sup>e</sup> réunion annuelle des experts nationaux sur les équipes communes d'enquête, organisée conjointement par Eurojust et Europol les 18 et 19 octobre. Les experts se sont entendus sur l'importance d'une collecte systématique et centralisée des informations liées aux ECE, soulignant la nécessité de développer un modèle ou une liste de vérifications à faire (« check-list ») pour assister les praticiens dans l'évaluation des ECE.

L'implication des points de contact du réseau d'experts nationaux des équipes communes d'enquête (réseau ECE) a été jugée essentielle pour le processus d'évaluation, et ce, grâce à leur soutien, qui pourrait se matérialiser par la collecte et la transmission du résultat des évaluations à un point central, qui pourrait être le secrétariat du réseau ECE. L'établissement d'une plate-forme Web pour les résultats de ces évaluations serait un outil précieux pour apporter aux praticiens une aide et des informations à jour. En plus des évaluations nationales, les experts ont reconnu le besoin d'évaluer l'utilisation de l'instrument ECE au niveau de l'UE.

### Le soutien financier d'Eurojust aux opérations des ECE

Ainsi que les praticiens dans les États membres l'ont confirmé, un soutien financier et logistique apporte une valeur ajoutée cruciale à la mise en place et au fonctionnement des ECE dans l'Union européenne. Eurojust est largement reconnue comme étant l'acteur clé du soutien financier aux ECE.

En 2012, Eurojust a poursuivi son projet de financement des ECE, intitulé « Développer l'utilisation des ECE ». Ce projet, fondé sur une subvention octroyée par la Commission européenne dans le cadre du



programme « Prévenir et combattre la criminalité 2007-2013 », a été lancé en octobre 2010. Il permet à Eurojust de soutenir financièrement les activités opérationnelles des ECE et prendra fin le 30 septembre 2013. Eurojust s'engage activement dans la recherche d'autres solutions de financement qui lui permettraient de poursuivre son soutien financier aux ECE.

En 2012, Eurojust a apporté son soutien financier dans le cadre de 62 ECE différentes impliquant 22 États membres. Les domaines de criminalité les plus souvent visés par les ECE, ayant bénéficié d'un financement, ont été le trafic de stupéfiants et la TEH. Les États membres les plus actifs dans le financement des ECE ont été le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Estonie. Dans le cadre des 143 demandes de financement reçues en 2012 (deux fois plus qu'en 2011), Eurojust a participé au financement des frais de déplacement, d'hébergement, de traduction et d'interprétation relatifs aux activités des ECE. Par ailleurs, un certain nombre de téléphones portables, d'ordinateurs portables, d'imprimantes et de scanners portables ont été prêtés aux membres des ECE pour faciliter leur communication. L'accroissement du nombre de demandes de financement reçues confirme l'importance de pouvoir continuer à assurer le financement des ECE.

De plus amples informations sur le projet de financement des ECE sont disponibles sur le site internet d'Eurojust.

En 2009, les États-Unis ont ouvert une enquête sur un réseau criminel international hautement sophistiqué et bien organisé impliqué dans des abus sexuels à l'encontre d'enfants par l'intermédiaire de la création et de la diffusion dans le monde d'images graphiques et de vidéos d'abus sexuels sur des enfants. Un babillard électronique privé en ligne était hébergé aux États-Unis et permettait aux membres d'échanger des images et des vidéos explicites d'eux-mêmes et d'autres adultes abusant sexuellement d'enfants souvent âgés de moins de 12 ans, et souvent d'une manière très violente. Les responsables utilisaient divers moyens pour éviter d'être identifiés, notamment des alias, des serveurs proxy, un cryptage et des mots de passe. La Belgique, le Canada, le Danemark, l'Équateur, la France, l'Allemagne, la Hongrie, le Kenya, les Pays-Bas, les Philippines, le Qatar, la Serbie, la Suède et la Suisse étaient notamment impliqués dans cette affaire

En 2010, les États-Unis ont étendu leur enquête et requis l'assistance d'Eurojust pour faciliter la coordination entre l'enquête américaine et celles des États membres. Les enquêtes ont mis à jour des liens avec 45 pays différents et ont continué à produire leurs effets jusqu'à l'automne 2012.

## 1.5 Les dossiers soumis à Eurojust impliquant des États tiers

En 2012, l'assistance d'États tiers a été demandée par Eurojust à 242 reprises, soit une augmentation par rapport aux années précédentes. Les États les plus souvent sollicités ont été la Suisse, la Norvège, les États-Unis, la Croatie, la Serbie, l'Albanie, le Brésil et l'Ukraine. Dans ces dossiers, les infractions le plus souvent rencontrées ont été le trafic de stupéfiants, la fraude et le blanchiment d'argent. L'assistance d'Eurojust a également été sollicitée dans des affaires de cybercriminalité, de corruption, de vol organisé, d'aide à l'immigration illégale et de commerce illégal.

Les États tiers ont été représentés lors de 49 réunions de coordination d'Eurojust, soit une augmentation

par rapport à 2011. L'État le plus souvent représenté a été la Norvège (10), suivie de la Suisse (9), de la Turquie (6), des États-Unis (5), de l'Albanie (5), de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (3), de la Croatie (2) et de la Serbie (2).

Les demandes les plus fréquentes présentées par Eurojust à des États tiers visaient à accélérer ou à faciliter l'exécution de demandes d'extradition et de MLA (par exemple, exécution de décisions de gel et de confiscation, auditions par vidéoconférence, interception de communications, transfert de procédures pénales (dénonciations officielles), demandes de casier judiciaire), à clarifier les exigences juridiques et

la législation applicable ou à identifier les coordonnées des autorités compétentes.

Les dossiers d'Eurojust montrent que la coopération avec les États tiers et l'assistance apportée par les points de contact d'Eurojust dans les États tiers sont utiles et fructueuses. Toutefois, des difficultés et retards sont provoqués par : (i) l'absence de contacts directs dans certains États tiers, (ii) le choix de canaux diplomatiques plutôt que celui des autorités centrales pour la transmission des demandes et (iii) les différences significatives entre les systèmes juridiques. Ces difficultés ont été notamment identifiées dans les cas où aucun accord bilatéral ou multilatéral ne liait l'État tiers à l'État membre ou lorsqu'aucun accord de coopération n'avait été conclu entre l'État tiers et Eurojust.

Le protocole d'accord entre Eurojust et IberRed a facilité la coopération entre les États membres et les pays d'Amérique latine en améliorant les procédures de communication. Les bureaux espagnol et portugais d'Eurojust ont joué un rôle actif de facilitateurs pour les dossiers d'Eurojust impliquant des États latino-américains. Les types d'assistance les plus fréquemment requis sont : les demandes d'informations sur les exigences procédurales et sur la législation en vigueur, l'état d'exécution de CR et de demandes d'extradition et l'identification des autorités et points de contact pertinents.

### Les procureurs de liaison des États tiers détachés auprès d'Eurojust

La présence auprès d'Eurojust de procureurs de liaison détachés par la Croatie, la Norvège et les États-Unis a facilité la coopération judiciaire entre les autorités nationales compétentes. En 2012, le procureur de liaison pour la Croatie a enregistré cinq dossiers

de corruption et a participé à deux réunions de coordination. Le procureur de liaison pour la Norvège a saisi Eurojust à 41 reprises pour des dossiers de trafic de stupéfiants, fraude, meurtre, vol organisé, TEH, terrorisme, ainsi que pour trois dossiers impliquant la maltraitance d'enfants. La Norvège a tenu une réunion de coordination dans une affaire de trafic de stupéfiants, a participé à 10 réunions de coordination et à une ECE. Le procureur de liaison pour les États-Unis a participé à cinq réunions de coordination.

Les principales questions et difficultés pratiques dans la coopération judiciaire identifiées par les procureurs de liaison ont notamment été le retard dans l'exécution ou l'inexécution de demandes, les problèmes d'audition de témoins par vidéoconférence, l'extradition de ressortissants, l'application de normes différentes pour accéder à des données, des informations et à des éléments de preuve ou pour les obtenir, les questions de compétence et les questions sur la manière dont plusieurs États impliqués dans des enquêtes liées devraient procéder dans les poursuites.

Les bonnes pratiques comprennent les relations de coopération étroite développées entre les bureaux nationaux ainsi qu'avec les procureurs de liaison. Dans un dossier impliquant la Norvège et les États-Unis, le procureur de liaison pour les États-Unis a pu contacter immédiatement des responsables du FBI en Europe et aux États-Unis pour demander une assistance afin de localiser un témoin, et organiser son audition dans le bref délai de 48 heures. Les réunions de coordination d'Eurojust ont aussi été jugées extrêmement efficaces pour la coordination des enquêtes et des poursuites pénales d'importance majeure. Les autres bonnes pratiques impliquent une prise de contact rapide, si possible, afin de discuter de la manière la plus efficace pour obtenir des informations et faciliter la transmission rapide des éléments de preuve.

## 1.6 Eurojust et le réseau de praticiens

### Le Réseau judiciaire européen

Eurojust a participé à la 38<sup>e</sup> assemblée plénière du réseau judiciaire européen (RJE) à Copenhague, qui a abordé des questions concernant les ECE, la coopération avec le réseau des ECE et le réseau européen de points de contact concernant les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité

et de crimes de guerre (réseau Génocide). Eurojust a également participé à la 39<sup>e</sup> assemblée plénière du RJE à Nicosie, qui a traité de questions relatives à l'application du MAE, en particulier du principe de proportionnalité.

Comme les années précédentes, Eurojust a réfléchi à ses relations avec le RJE.

En outre, durant la présidence danoise, le groupe de travail conjoint Eurojust-RJE (le « groupe de travail ») a été invité à continuer à se consacrer à la question de la complémentarité entre le RJE et Eurojust. L'équipe du RJE et des magistrats de liaison a contribué à la préparation de la réunion du groupe de travail à Copenhague et à la rédaction d'un document commun visant à informer les praticiens judiciaires des États membres sur le travail mené par le RJE et Eurojust et à décrire les services fournis par ces organisations. Des projets pour une contribution future du groupe de travail à la mise en place de l'ENCS et à la mise en œuvre des articles 13 et 13 bis de la décision Eurojust ont été évoqués.

Eurojust a également accueilli la 33<sup>e</sup> réunion régulière des points de contact du RJE, la 11<sup>e</sup> réunion des correspondants chargés des aspects techniques et la 4<sup>e</sup> réunion des correspondants nationaux.

## Le réseau des ECE

Depuis 2005, Eurojust et le réseau des ECE ont coopéré pour accroître la sensibilisation des praticiens dans les États membres et pour promouvoir l'utilisation et développer les outils de soutien à l'utilisation des ECE.

En créant le secrétariat du réseau des ECE en 2011, Eurojust a apporté aux praticiens des ECE une plateforme de coordination utile. En 2012, le secrétariat du réseau des ECE a fourni aux praticiens des États membres et aux institutions et agences concernées de l'UE plus de 3 500 exemplaires de l'édition imprimée du *Manuel des ECE Eurojust-Europol*.

Les 18 et 19 octobre 2012, plus de 100 praticiens des ECE se sont rassemblés à la 8<sup>e</sup> réunion des experts nationaux sur les équipes communes d'enquête. Les discussions se sont concentrées sur l'évaluation des ECE. De plus amples informations sur le travail d'Eurojust dans le domaine des ECE sont présentées à la section 1.4.

## Le réseau Génocide

Depuis 2004, Eurojust et le réseau Génocide coopèrent efficacement dans la lutte contre l'impunité des principaux crimes internationaux. Depuis l'établissement de son secrétariat auprès d'Eurojust en

2011, les activités du réseau Génocide ont significativement augmenté. En hébergeant des réunions du réseau Génocide et son secrétariat, Eurojust offre un forum où les praticiens peuvent se rencontrer, discuter, échanger des informations, des bonnes pratiques et des expériences, et coopérer et se porter assistance dans les enquêtes et les poursuites concernant les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

Eurojust a accueilli les 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> réunions du réseau Génocide dans ses locaux. Les deux réunions ont rassemblé des praticiens des États membres et leurs homologues du Canada, de Norvège, de Suisse, des États-Unis, de la Cour pénale internationale (ICC) et de tribunaux pénaux internationaux ad hoc, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et d'Interpol, ainsi que des représentants de la société civile.

Lors de la 12<sup>e</sup> réunion, les participants ont abordé la coopération entre les autorités nationales d'immigration et les services de police et de poursuites dans l'identification des responsables supposés qui sont entrés ou résident déjà sur le territoire de l'Union européenne. Les participants ont également évoqué les exigences particulières pour mener une enquête et des poursuites efficaces dans les affaires fondées sur l'article 1F de la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Au cours de la 13<sup>e</sup> réunion, ce thème a été examiné de manière plus approfondie, avec la participation du Bureau européen d'appui en matière d'asile et d'ONG apportant leur assistance dans l'identification des témoins, des victimes et des auteurs des principaux crimes internationaux. Les experts ont également discuté : (i) du recueil d'informations sur les crimes dans le conflit en cours en Syrie ; (ii) de l'arrêt de la Cour de justice internationale (CJ) sur des questions relatives à l'obligation de poursuivre et d'extrader (*Belgique c. Sénégal*), et ses conséquences en relation avec les conventions de coopération sur les questions pénales ; (iii) de l'initiative d'un nouveau cadre juridique international pour la coopération concernant le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ; et (iv) des possibilités d'établir des ECE pour les enquêtes et les poursuites concernant les principaux crimes internationaux. L'expertise d'Eurojust s'est avérée cruciale.

Eurojust et le réseau Génocide ont continué de coopérer activement dans l'établissement d'instruments pour l'échange d'informations entre les membres du réseau Génocide.



Relations avec les institutions  
et partenaires de l'UE



## 2.1 Relations institutionnelles



### Le Parlement européen

Conformément aux pratiques existantes, la présidente d'Eurojust a présenté le rapport annuel 2011 au comité LIBE en juin. Des opinions ont été échangées sur l'avenir d'Eurojust et le comité LIBE a annoncé qu'il prévoyait de rendre visite à Eurojust. En juin, Eurojust a également présenté ses conclusions sur *l'Amélioration de la coopération entre les autorités judiciaires des États membres impliquées dans la lutte contre la criminalité organisée et le rôle d'Eurojust* au comité spécial sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent (comité CRIM).

Eurojust a donné son avis sur la proposition de projet de directive de l'UE sur le gel et la confiscation des produits de la criminalité dans l'Union européenne. La contribution incluait un aperçu des bonnes pratiques développées par certains États membres, ainsi que des informations sur les systèmes existant dans certains d'entre eux, qui reconnaissent la possibilité de procéder à des confiscations en l'absence de condamnation.

### Le Conseil de l'Union européenne

Eurojust a été invitée à participer à divers groupes de travail du Conseil traitant de la coopération judiciaire en matière pénale. En particulier, Eurojust a contribué aux efforts du groupe de travail relatif aux questions générales et à l'évaluation (GENVAL), du groupe de travail relatif à la coopération en matière pénale (COPEN) et du groupe de travail relatif à la justice et aux affaires intérieures – relations extérieures (JAIEX). En outre, Eurojust a assisté à des réunions du Conseil Justice et Affaires Intérieures (JAI) et du CATS chaque fois que sa présence a été sollicitée.

Eurojust a continué à participer aux réunions et activités du COSI et à offrir ses contributions, d'un point de vue judiciaire, à la coopération opérationnelle en

matière pénale. En particulier, Eurojust a contribué au deuxième rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de sécurité intérieure de l'UE et des *Considérations sur un financement efficace du cycle politique de l'UE* du Conseil pour ce qui est du financement des ECE par ses soins. Eurojust a contribué à la mise en œuvre du cycle politique et participé à tous les plans d'action opérationnels relatifs aux priorités de l'UE en matière de criminalité.

Les principales conclusions et recommandations du projet stratégique d'Eurojust sur *l'Amélioration du travail d'Eurojust dans les affaires de trafic de stupéfiants – résultats finals* (11483/12), du séminaire stratégique organisé conjointement avec la présidence danoise sur *Une approche multidisciplinaire de la criminalité organisée : les mesures administratives, le suivi judiciaire et le rôle d'Eurojust – Copenhague, 11 - 13 mars 2012 – Rapport sur les résultats* (11298/12) et du projet stratégique sur *l'Action d'Eurojust contre la traite des êtres humains – rapport final et plan d'action* (16947/12) ont été soumis aux groupes de travail du Conseil.

### La Commission européenne

À la suite de négociations, qui se sont déroulées au cours de l'année 2011, Eurojust et la Commission européenne ont signé, le 20 juillet 2012, un protocole d'accord formalisant l'échange d'informations et visant à renforcer la coopération sur les questions d'intérêt mutuel. Des réunions entre la présidence et le directeur administratif d'Eurojust et leurs homologues de la Commission européenne ont été tenues tout au long de l'année 2012, facilitant la communication sur les questions stratégiques et budgétaires.

Eurojust a répondu à la consultation publique de la Commission européenne sur la protection des intérêts financiers de l'UE et le renforcement des poursuites judiciaires. Les questions pratiques et juridiques relatives à l'établissement d'un MPE spécialisé ont été soulignées, en particulier l'importance d'une relation étroite entre le MPE et Eurojust.

À l'invitation de la vice-présidente Viviane Reding, Commissaire à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté, Eurojust a participé à une réunion, le 26 juin, avec les procureurs généraux et les directeurs de parquet des États membres, portant sur les poursuites des fraudes contre les intérêts financiers de l'UE.

En octobre 2012, Eurojust a reçu une invitation à participer à la réunion consultative de la Commission européenne et des experts des États membres sur la réforme de la gouvernance d'Eurojust, le contrôle

parlementaire et les possibles pouvoirs supplémentaires, tels que l'ouverture d'enquêtes et l'émission de décisions contraignantes pour résoudre des conflits de compétence.

## 2.2 Relations avec les réseaux de praticiens

### Le réseau européen de formation judiciaire

Eurojust a continué à participer activement et à apporter son soutien au programme d'échange du réseau européen de formation judiciaire (REFJ). Durant l'année, neuf procureurs/juges de différents États membres ont passé trois mois auprès d'Eurojust, participant au travail quotidien du bureau national de leur pays d'origine (Autriche, Belgique, République tchèque, Allemagne, Espagne, Hongrie, Italie, Portugal et République slovaque). Le programme d'échange immerge les participants dans le travail de l'organisation dans son ensemble, permettant une meilleure compréhension de l'utilisation et de l'efficacité des instruments de nature judiciaire à la disposition des bureaux nationaux.

Eurojust et le REFJ ont aussi poursuivi le programme nouvellement créé pour l'accueil de stagiaires du REFJ pour une brève période de temps (une semaine). Trois bureaux nationaux (Hongrie, Portugal et Espagne) ont reçu des stagiaires pour de courtes durées en décembre. Le programme d'échanges à court terme offre aux procureurs/juges l'opportunité, pendant une période limitée, la possibilité de comprendre l'étendue du travail des bureaux nationaux et donne un bon aperçu général du travail effectué par Eurojust.

Eurojust a soutenu activement un cours de formation dénommé *Coopération judiciaire internationale en matière pénale dans la pratique*, qui a utilisé des simulations de dossiers de MAE et de MLA. Les cours de formation ont été dispensés dans plusieurs villes d'Europe (Bucarest, Madrid, Lisbonne, Cracovie, Rome, Tartu et Zagreb).

### Le Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs des poursuites des États membres de l'UE

Au cours de l'année 2012, Eurojust a continué d'apporter un soutien juridique et logistique conséquent au travail du Forum consultatif des procureurs gé-

néraux et des directeurs des poursuites des États membres de l'UE (ci-après le « Forum consultatif »).

En juin, sous présidence danoise, Eurojust a contribué à l'élaboration de la réponse du Forum consultatif à la consultation publique lancée par la Commission européenne sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne et le renforcement des poursuites judiciaires, avec une contribution commune traitant de l'harmonisation du droit pénal et de l'établissement d'un MPE, préparée sur la base des réponses fournies par de nombreux membres du Forum consultatif.

Une réunion du Forum consultatif organisée par la présidence chypriote a été tenue dans les locaux d'Eurojust en décembre. Les discussions ont porté sur les difficultés rencontrées à l'occasion des enquêtes et poursuites relatives aux infractions affectant les intérêts financiers de l'UE, de la valeur ajoutée apportée par le récent projet de directive sur la lutte contre les fraudes à l'encontre des intérêts financiers de l'UE au moyen du droit pénal, et des rôles respectifs de l'Union européenne, d'Eurojust et des États membres. Il a également été discuté des définitions des infractions PIF, des préoccupations au niveau juridictionnel, de l'harmonisation des sanctions, des délais et de l'importance de toutes ces questions pour le futur établissement du MPE. Les questions liées à la coopération judiciaire pour le gel et la confiscation ont aussi été discutées, avec un accent particulier sur les obstacles au recouvrement des avoirs, les expériences des praticiens, les bonnes pratiques, les besoins, l'utilisation pratique des instruments existants de l'UE et l'impact possible du projet de directive sur le gel et la confiscation des produits de la criminalité dans l'Union européenne. Les participants ont discuté de l'avenir du Forum consultatif, qui a demandé à Eurojust de continuer à soutenir ses activités. Le résultat de cette réunion est transmis aux institutions compétentes de l'UE pour faire connaître les opinions du Forum consultatif sur tous les thèmes discutés et pour soutenir les efforts dans les domaines législatif et politique au niveau de l'UE dans la lutte contre la criminalité grave.

## 2.3 Agences et organes de l'UE

### Europol

La coopération opérationnelle entre Eurojust et Europol a été renforcée par la complémentarité de leurs mandats et est restée d'une importance cruciale pour les activités d'Eurojust tout au long de l'année.

Le TFUE se réfère au rôle de coordination d'Eurojust fondé sur les « informations fournies par les autorités des États membres et par Europol ». Les deux organisations ont cherché à améliorer l'échange d'informations pour permettre à Eurojust d'accomplir pleinement son mandat.

La coopération sur les dossiers entre Eurojust et Europol a bénéficié de la participation d'Europol aux réunions de coordination d'Eurojust, dans 85 dossiers. Le développement d'une communication et d'une coopération directes entre les bureaux nationaux et les bureaux de liaison d'Europol s'est poursuivi, de nombreux bureaux nationaux ayant régulièrement des contacts et des réunions avec ces derniers.

L'échange d'informations opérationnelles par la ligne de communication sécurisée entre Eurojust et Europol est resté stable avec 943 messages échangés.

Un nouvel apport dans l'échange d'informations découle de l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril d'un protocole d'accord actualisé sur l'établissement d'une ligne de communication sécurisée, créant le préalable juridique à l'utilisation de SIENA (application de réseau d'échange sécurisé d'informations) pour l'échange d'informations avec Eurojust. La mise en œuvre technique et la formation à SIENA pour les bureaux nationaux et l'unité chargée de l'analyse des dossiers étaient pratiquement terminées à la fin de l'année. L'utilisation de SIENA pour l'échange d'informations avec Europol sera régulièrement évaluée pour en assurer la pleine utilisation.

Eurojust a continué d'être associée à 17 des points focaux d'Europol (précédemment dénommés « fichiers de travail à des fins d'analyse ») et a commencé à travailler sur une étude de faisabilité. Les discussions se poursuivent pour faciliter la poursuite de l'association d'Eurojust avec les points focaux tels que ceux liés au terrorisme islamiste et à l'extrémisme intérieur.

Un programme d'échange pour le personnel des deux organisations, lancé en 2011, a porté ses fruits et le

nombre de visites mutuelles et de participants a augmenté. Au total, 44 titulaires ont été réciproquement accueillis par Eurojust et Europol. Les participants d'Europol, reçus à Eurojust, ont assisté à des réunions d'information adaptées à leur expérience professionnelle et à leurs besoins spécifiques.

La coopération opérationnelle dans les ECE a été améliorée par le développement d'un mécanisme d'information mutuelle sur la participation aux ECE.

Le 12 avril et le 24 novembre, des réunions informelles entre la présidence d'Eurojust, le directeur administratif d'Eurojust et la direction d'Europol ont été tenues, initiative bienvenue qui sera poursuivie à l'avenir. Comme les années précédentes, Eurojust était présente lors des réunions des directeurs des unités nationales d'Europol (HENU).

### L'Office européen de lutte anti-fraude

L'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) est un partenaire privilégié dans la lutte contre la fraude, la corruption et d'autres crimes affectant les intérêts financiers de l'Union européenne. Eurojust a ouvert cinq dossiers, dans lesquels l'OLAF est impliqué ; un dossier, qui avait déjà été enregistré à Eurojust en 2010, a été étendu à l'OLAF en 2012. L'OLAF a également assisté à cinq réunions de coordination.

Durant l'année, les équipes de liaison d'Eurojust et de l'OLAF se sont régulièrement rencontrées pour renforcer la coopération opérationnelle sur les dossiers en cours ou pour évoquer des questions d'intérêt commun. La possibilité d'établir un programme d'échange pour Eurojust et l'OLAF a été évoquée lors des réunions communes.

Eurojust a participé à la 10<sup>e</sup> conférence de l'OLAF sur les procureurs luttant contre la fraude en novembre, ainsi qu'à la conférence de juin, *A blueprint for the European Public Prosecutor's Office? EU model rules of criminal procedure* (« Un plan directeur pour le ministère public européen ? Des règles européennes types pour la procédure pénale »), organisée par l'Université de Luxembourg avec le soutien de l'OLAF. Eurojust et l'OLAF, qui n'ont pas ménagé leurs efforts tout au long de l'année pour améliorer leur coopération opérationnelle, se sont engagés à coopérer, dès qu'un besoin de coordination apparaîtrait, que le dossier soit bilatéral ou multilatéral. La liste commune

des dossiers est suivie et régulièrement mise à jour et il a été convenu d'une évaluation commune des dossiers clos dans lesquels ont été impliqués l'OLAF and Eurojust.

Un accord sur le principe d'une approche de « mission commune » par les représentants d'Eurojust et de l'OLAF, dans les dossiers où une enquête administrative nécessite un suivi judiciaire, a été trouvé.

Finalement, le nouveau règlement sur l'OLAF, qui fait concrètement référence à la transmission des informations pertinentes à Eurojust, devrait grandement contribuer à la future coopération opérationnelle entre Eurojust et l'OLAF.

### Frontex

Eurojust et Frontex ont poursuivi leurs négociations dans le but d'adopter un instrument pour encourager et promouvoir la coopération entre agences et soute-

nir leurs efforts mutuels dans la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Frontex a succédé à Eurojust à la présidence des directeurs des agences JAI. Eurojust a participé aux activités des agences JAI portant sur la coopération multilatérale et a assisté à la réunion annuelle des directeurs des agences JAI le 3 décembre dans les locaux de Frontex.

### Le CEPOL

Eurojust a continué à participer au travail du Collège européen de police (CEPOL), en contribuant au module de formation en ligne du CEPOL sur la TEH, en participant au webinaire du CEPOL sur les agences européennes de police et de coopération judiciaire et à la formation sur le financement des ECE. Pour améliorer la coopération future, une réunion du CEPOL et d'Eurojust sur le développement d'un *Cursus commun d'Eurojust* a été tenue avec un groupe de travail interne constitué au sein d'Eurojust.

## 2.4 Les relations avec les États et organisations tiers extérieurs à l'Union européenne

En décembre, Eurojust a soumis le projet d'accord de coopération entre Eurojust et la Principauté du Liechtenstein à l'approbation du Conseil de l'UE et a informé ce dernier de son intention d'ouvrir des négociations officielles, en vue de la conclusion d'un accord de coopération avec la République de Moldavie. Le caractère prioritaire des accords de coopération avec la Fédération de Russie et l'Ukraine a été reconfirmé. Les contacts ont été poursuivis pour étudier la possibilité d'ouvrir des négociations sur des accords de coopération avec l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Cap-Vert, Israël, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. Enfin des pays d'Amérique latine, en particulier le Brésil, la Colombie et le Mexique, figurent désormais dans la liste des pays avec lesquels des négociations sur des accords de coopération doivent être entamées prioritairement.

Eurojust a également ajouté la Tunisie à son réseau de points de contact dans les États tiers. En outre, Eurojust et Interpol ont ouvert des négociations pour

conclure un protocole d'accord.

Un séminaire stratégique dénommé *Coopération judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'UE et les voisins méridionaux de l'UE* (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne et Tunisie) s'est tenu à Limassol, République de Chypre, les 4 et 5 octobre. Il était organisé conjointement par Eurojust, la Présidence chypriote du Conseil de l'UE, le Procureur général de la République de Chypre et la Commission européenne. Lors de ce séminaire, ont été évoquées les bonnes pratiques, les difficultés rencontrées dans divers domaines de la coopération judiciaire, de possibles nouvelles mesures pour renforcer la coopération et la création de points de contact d'Eurojust chez les voisins méridionaux de l'UE.

L'*Atelier sur l'application des accords d'entraide judiciaire et d'extradition entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique* s'est tenu dans les locaux



d'Eurojust les 25 et 26 octobre. Il a été organisé conjointement par Eurojust et les États-Unis avec le soutien de la présidence chypriote, du secrétariat général du Conseil et de la Commission européenne. L'atelier était consacré aux difficultés rencontrées dans le domaine de l'extradition et de l'entraide judiciaire ainsi qu'à des questions liées à la confiscation et au recouvrement des produits du crime, aux enquêtes sur la cybercriminalité et à l'échange de preuves électroniques.

Eurojust a continué de soutenir les initiatives concernant les Balkans, y compris le projet de la Commission européenne dénommé « *Lutte contre la criminalité organisée et la corruption : Renforcer le réseau des procureurs* ».

Pour de plus amples informations sur les dossiers d'Eurojust impliquant des États tiers et le rôle joué par les procureurs de liaison des États tiers détachés auprès d'Eurojust, voir la section 1.5.



## La décision Eurojust et l'avenir



## 3.1 La mise en œuvre de la décision du Conseil sur Eurojust

La mise en conformité de la législation nationale avec la décision Eurojust devait être opérée dans 20 États membres avant juin 2011. Toutefois, à la fin 2012, seuls 12 États membres avaient entièrement mis en œuvre la décision Eurojust (7 par voie législative et 5 par voie administrative), 4 États membres l'avaient partiellement mise en œuvre et, selon les informations reçues des États membres, 11 d'entre eux ne l'avaient pas encore mise en œuvre.

Eurojust a mené à bien plusieurs projets relatifs à la mise en œuvre interne de la décision Eurojust. Le dispositif permanent de coordination, qui est devenu opérationnel en 2011, fonctionne maintenant entièrement et permet à Eurojust d'être joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 par l'intermédiaire d'un numéro d'appel international gratuit.

Eurojust a continué à développer son CMS, ainsi que son formulaire PDF « intelligent » relatif à l'article 13, qui a été élaboré en 2011 pour faciliter une transmission structurée par les praticiens à Eurojust des informations ; suite aux demandes des utilisateurs, le formulaire a été amélioré en 2012 avec une version 2.0 qui peut aussi être importée semi-automatiquement dans le CMS. L'un des développements les plus importants dans les États membres, au cours de l'année 2012, a été l'évolution de l'ENCS. Eurojust a continué à travailler à la connexion technique entre les membres de l'ENCS dans les États membres et le CMS d'Eurojust, afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs et de rendre la transmission d'informations à la fois plus sûre et plus commode. À court terme, cette connexion permettra d'améliorer la sécurité des transmissions par courrier électronique, tandis qu'à plus long terme elle permettra aux membres de l'ENCS dans les États

membres d'être reliés au CMS. Des connexions sont en place avec la Bulgarie et la Roumanie. D'autres États membres suivront prochainement.

Une première réunion des correspondants nationaux pour Eurojust s'est tenue dans les locaux d'Eurojust le 12 novembre. L'objectif de la réunion était de discuter et d'échanger des bonnes pratiques et des expériences. La réunion s'est focalisée sur le degré d'avancement de la mise en place et du fonctionnement de l'ENCS dans les États membres, l'échange d'informations sur le fondement de l'article 13 de la décision Eurojust, l'utilisation du formulaire PDF « intelligent » d'Eurojust relatif à cet article 13, le retour d'information d'Eurojust sur la base de l'article 13 bis, et la situation de la connexion technique entre l'ENCS et le CMS d'Eurojust. Les *fiches suédoises*, développées par Eurojust pour donner un aperçu de la mise en œuvre de l'ENCS dans les États membres, ont été lancées en 2008 sous la présidence suédoise de l'UE et ont été régulièrement mises à jour.

Plusieurs États membres, qui ont déjà mis en place un ENCS, ont déclaré avoir peu ou pas d'expérience pratique à ce jour, en raison d'une mise en place récente. Dans certains États membres, l'ENCS a été établi en stricte conformité avec l'article 12 de la décision Eurojust (seules les catégories de membres mentionnées dans la décision Eurojust sont incluses dans l'ENCS). D'autres États membres ont choisi une approche plus large et ont inclus dans l'ENCS ou invité à des réunions de l'ENCS des représentants d'autres agences non mentionnées à l'article 12 de la décision Eurojust, tels que les représentants des agences de police traitant la criminalité financière, et des points de contact pour l'OLAF et Europol.

## 3.2 La sixième série d'évaluations mutuelles consacrées à la mise en œuvre pratique et à l'application de la décision Eurojust et de la décision sur le Réseau judiciaire européen dans les États membres

En juin 2011, le groupe de travail du Conseil relatif aux questions générales et à l'évaluation (GENVAL) a décidé que la sixième série d'évaluations mutuelles devrait être consacrée à la mise en œuvre pratique et à l'application de la décision Eurojust et de la décision sur le Réseau judiciaire européen dans les États membres.

Tous les États membres seront évalués sur une période de trois ans (2012 – 2014). Chaque État membre donnera des réponses écrites à un questionnaire du Conseil puis recevra la visite d'une équipe d'évaluation composée de trois experts d'autres États membres et d'observateurs de la Commission, d'Eurojust et

d'Europol. Eurojust a également donné des réponses à un questionnaire spécifique qui lui a été adressé, qui sont prises en compte par les équipes d'évaluation participant aux visites dans chaque État membre.

Courant 2012, la Suède, la Lituanie, la Belgique, l'Estonie, la République slovaque, le Danemark, la Finlande, la Hongrie et l'Autriche ont été évalués. Suite à des visites sur site dans les États membres, les experts rédigent avec l'assistance des observateurs des rapports d'évaluation se basant sur les réponses des États membres aux questionnaires et sur les constats des visites d'évaluation. Les rapports finaux sont présentés au GENVAL.

## 3.3 Le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust

Le groupe de travail sur l'avenir d'Eurojust a poursuivi sa réflexion et ses activités sur la réforme d'Eurojust à la lumière de l'article 85 du TFUE et en vue de l'établissement d'un MPE « à partir d'Eurojust », comme le prévoit l'article 86 du TFUE.

Eurojust a fixé les considérations initiales concernant sa future structure en se basant sur les principes d'une

bonne gouvernance publique et de l'indépendance du travail opérationnel des bureaux nationaux, et a soumis une contribution à la Commission européenne suggérant les possibles paramètres de gouvernance. Une deuxième contribution concernait l'implication du Parlement européen et des parlements nationaux dans l'évaluation des activités d'Eurojust.

## 3.4 La conférence sur les *Dix ans d'Eurojust, réalisations opérationnelles et défis à venir*

L'expertise acquise par Eurojust dans la coordination des enquêtes sur la criminalité grave durant la dernière décennie et ses futures perspectives ont été discutées durant une conférence organisée en novembre par Eurojust avec le soutien de l'Académie de droit européen (ERA), intitulée *Dix ans d'Eurojust, réalisations opérationnelles et défis à venir*. La conférence a

rassemblé des représentants des institutions et des instances compétentes de l'UE dans le domaine de la justice pénale, des représentants des États membres, des autorités judiciaires nationales, des experts universitaires et d'anciens et actuels membres nationaux. Pour la première fois, un événement d'Eurojust était également ouvert au grand public.



Les participants ont confirmé que les réunions de coordination, les centres de coordination et le soutien pour les ECE étaient perçus comme des outils efficaces pour contribuer à surmonter les problèmes rencontrés dans les enquêtes et les poursuites transnationales contre la criminalité transfrontalière grave.

Les participants ont souligné que l'amélioration de la structure interne et du contrôle parlementaire d'Eurojust pourrait être accompagnée d'une amélioration de son efficacité opérationnelle dans la coordination des enquêtes et des poursuites, en incluant éventuellement à l'avenir l'ouverture d'enquêtes et la résolution des conflits de compétence.

Dans le contexte de l'article 86 du TFUE, ils ont rappelé la nécessité d'un cadre cohérent et de liens étroits entre Eurojust et le MPE et l'ensemble des acteurs concernés, tels que l'OLAF et Europol, pour atteindre un objectif commun, comme par ex. lutter plus efficacement contre la fraude à l'encontre des intérêts financiers de l'UE.

Les participants sont convenus qu'un futur MPE devrait se fonder sur les structures, l'expérience et l'expertise existantes et devenir une partie d'un système cohérent dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice. Ils sont également convenus qu'Eurojust aurait un rôle essentiel à jouer dans le futur MPE et dans les relations avec les autorités judiciaires nationales des États membres et des États tiers.



Évolutions administratives



## 4.1 Évolutions administratives

Le plan de travail annuel et les plans opérationnels établis au niveau des unités forment une composante clé de la planification stratégique et du cycle de programmation d'Eurojust ainsi que la base du budget d'Eurojust se fondant sur son activité. Des travaux sont actuellement en cours afin d'améliorer les outils disponibles pour assurer une planification efficace, une budgétisation rentable et la gestion des performances.

Les activités planifiées d'Eurojust en 2012 ont été réalisées avec un effectif de 274 personnes ayant leur lieu de travail habituel à La Haye, à savoir 45 procureurs, juges et officiers de police de compétence équivalente détachés auprès d'Eurojust par les États membres, 12 experts nationaux détachés et 217 membres du personnel. Eurojust a été dotée en 2012 d'un budget de 32 967 000 EUR, qui a fait l'objet d'une utilisation de 98 %.

Dans le cadre du protocole d'accord entre la Commission européenne et Eurojust, plusieurs réunions de gestion et un échange régulier d'informations ont eu lieu, ainsi que des consultations entre les représentants de la Commission, le directeur administratif d'Eurojust et les directeurs des unités et des services. Le renforcement du dialogue a été mutuellement profitable, en particulier en période de contraintes financières et de discussions sur de nouveaux règlements pour Eurojust.

Eurojust a participé, dans le cadre des activités des agences JAI, à des réunions d'experts sur la planifica-

tion stratégique. Eurojust a aussi consulté les autres agences concernant son programme annuel de travail pour 2014.

Eurojust a réalisé des avancées dans le cadre de la Revue de la structure organisationnelle (OSR), incluant la migration de l'administration d'Eurojust vers une nouvelle structure. Le processus de migration a fait suite à un plan de recrutement géré par l'intermédiaire d'une série de procédures de sélection internes et externes. La sélection du directeur du soutien opérationnel a été réalisée dans le cadre du nombre important de procédures de sélection associées à cette migration.

Le plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie de communication d'Eurojust, adopté par le collège en octobre 2012, inclut une série d'activités en vue de renforcer les relations avec les partenaires de l'UE, les parties intéressées et les médias, et met en place une base de données contenant des dossiers opérationnels pour augmenter la visibilité du travail sur les dossiers d'Eurojust. Le nouveau site internet d'Eurojust a été lancé en février 2012 à l'occasion de la célébration de son 10<sup>e</sup> anniversaire.

L'équipe d'architectes chargée de la construction des nouveaux locaux d'Eurojust a été sélectionnée par Eurojust et l'État hôte, début 2012, et a poursuivi son travail sur la définition des exigences et sur la conception définitive des nouveaux locaux, qui doivent être terminés fin 2013. Conformément au calendrier, les nouveaux locaux d'Eurojust seront livrés fin 2015.

## 4.2 L'accès du public aux documents

Le nombre de demandes d'accès public à des documents d'Eurojust a augmenté en 2012 pour passer à dix-sept demandes initiales et une demande confirmative. Quatorze des demandes initiales ont été reçues directement par Eurojust, qui a par ailleurs été consultée, en qualité de tiers, à trois reprises, postérieurement à la saisie d'autres organisations nationales et internationales. Pour sept des huit demandes, qui ne concernaient pas des dossiers, l'accès a été entièrement accordé. L'accès a été partiellement refusé, dans le cas de la huitième demande, car une divulga-

tion complète aurait porté atteinte à la sécurité publique, à l'accomplissement des missions d'Eurojust dans le renforcement de la lutte contre la criminalité grave et au respect des règles applicables en matière de secret professionnel (conformément à l'article 4, paragraphe 1, point a), alinéas 1, 5 et 7, de la décision concernant les règles relatives à l'accès du public aux documents d'Eurojust). Sur les six demandes d'accès à des documents relatifs à des dossiers, l'une d'entre elles a été partiellement accueillie ; l'accès à certains des documents (ou de parties de ces documents) a été

refusé pour les motifs suivants : protection de la vie privée et de l'intégrité des personnes et protection du processus décisionnel d'Eurojust (en vertu de l'article 4, paragraphe 1, point b), et de l'article 4, paragraphe 3, de la décision concernant les règles relatives à l'accès du public aux documents d'Eurojust). Pour une autre demande, Eurojust ne détenait plus les documents

demandés. Dans les quatre autres demandes portant sur des documents relatifs à des dossiers, l'accès a été refusé car leur divulgation aurait porté atteinte à la protection de l'intérêt public concernant l'accomplissement des missions d'Eurojust dans le renforcement de la lutte contre la criminalité grave, aux enquêtes et poursuites nationales auxquelles Eurojust apporte

### Chefs d'unités et de services d'Eurojust



*De gauche à droite* : Jacques Vos, services administratifs ; Joannes Thuy, porte-parole, presse & relations publiques ; Diana Alonso Blas, délégué à la protection des données ; Carla Garcia Bello, secrétaire juridique auprès du collège ; Alinde Verhaag, analyse d'affaires ; Anna Baldan, coordinatrice du secrétariat du réseau des équipes communes d'enquête ; Klaus Rackwitz, directeur administratif ; Catherine Deboyser, service juridique ; Jon Broughton, gestion des informations ; Mike Moulder, budget, finances et marchés publics ; Linda Scotts, ressources humaines ; Matevž Pezdirc, coordinateur du réseau « Génocide » ; Fatima Martins, secrétaire auprès du RJE

### Administration d'Eurojust 2013





son assistance et au respect des règles applicables en matière de secret professionnel (conformément à l'article 4, paragraphe 1, point a), alinéas 5, 6 et 7, de la décision les concernant règles relatives à l'accès du public aux documents d'Eurojust), à l'intégrité des personnes (conformément à l'article 4, paragraphe 1, point b), de la décision concernant les règles relatives à l'accès du public aux documents d'Eurojust) et/ou à la protection du processus décisionnel d'Eurojust (article 4, paragraphe 3, de la décision concernant

les règles relatives à l'accès du public aux documents d'Eurojust).

Les trois autres demandes d'accès concernaient des questions pénales ou des enquêtes pénales en général, mais sortaient du mandat d'Eurojust ou concernaient des affaires dans lesquelles Eurojust n'avait pas apporté son assistance. Par conséquent, Eurojust a fait savoir aux demandeurs qu'aucun document n'était disponible.



Suivi des conclusions du Conseil

Le 6 juin 2012, le Conseil JAI a adopté des conclusions au vu du dixième rapport annuel d'Eurojust (10360/12). Comme dans les rapports précédents, Eurojust fournit dans ce chapitre des informations sur la mise en œuvre de ces conclusions. Le tableau ci-après renvoie aux parties du rapport, dans lesquelles plus d'informations peuvent être trouvées au sujet des domaines à propos desquels le Conseil a formulé des recommandations.

Recommandations du Conseil	Suivi
Renforcer l'utilisation des vidéoconférences.	Bien qu'aucun chiffre ne soit disponible, une utilisation plus fréquente par les bureaux nationaux des équipements de vidéoconférence dans les réunions de coordination, les centres de coordination et les réunions avec leurs autorités nationales a été observée.
Développer l'utilisation des centres de coordination et informer sur leur utilisation pratique et leur valeur dans la conduite des enquêtes.	Sept centres de coordination ont été organisés par Eurojust en 2012. Prière de se rapporter à la section 1.4.
Continuer à soutenir la création et la mise en œuvre des ECE en vue de développer les bonnes pratiques et de partager les informations sur l'expérience judiciaire et les résultats des dossiers.	Eurojust a participé à 47 ECE et en a financés 62 en 2012. Prière de se rapporter aux sections 1.4 et 1.6 (réseau des ECE).
Maintenir sa pratique d'associer Europol au processus de coordination.	Europol a participé aux réunions de coordination d'Eurojust dans 85 cas. Prière de se rapporter à la section 2.3.
Informar sur la mise en œuvre de l'article 7, paragraphe 3, de la décision Eurojust en relation avec le MAE.	Prière de se rapporter à la section 1.2.
Perfectionner ses capacités en matière de fourniture d'informations sur les difficultés, les solutions et les tendances dans la coopération judiciaire en matière pénale.	Prière de se rapporter à la section 1.
Donner des informations sur l'utilisation du formulaire PDF en relation avec l'article 13 de la décision Eurojust et spécifier l'étendue de l'échange d'informations.	Un modèle électronique a été développé. Sa dernière version permet une saisie automatique de données dans le système de gestion des dossiers. Prière de se rapporter à la section 3.1.
Assurer la finalisation en temps opportun du projet EPOC IV.	La conclusion du projet a coïncidé avec la conférence finale les 29 et 30 mars 2012 à Noordwijk aux Pays-Bas.
Achever le processus de mise en œuvre ainsi que la mise en œuvre de la connexion sécurisée permettant l'accès au CMS au niveau national.	Un total de 11 États membres doit toujours réaliser cette mise en œuvre. Prière de se rapporter à la section 3.1 (Connexion sécurisée au CMS au niveau national).
Informar sur la mise en œuvre de l'article 13 bis pour ce qui est de l'information et du retour d'information fournis aux autorités nationales.	Retour d'information par l'intermédiaire du rapport annuel et des rapports stratégiques sur la criminalité grave (trafic de stupéfiants, TEH). Également par l'intermédiaire de la détection des liens et de l'analyse des recoupements et l'échange d'informations pendant les réunions de coordination. Prière de se rapporter à la section 3.1.

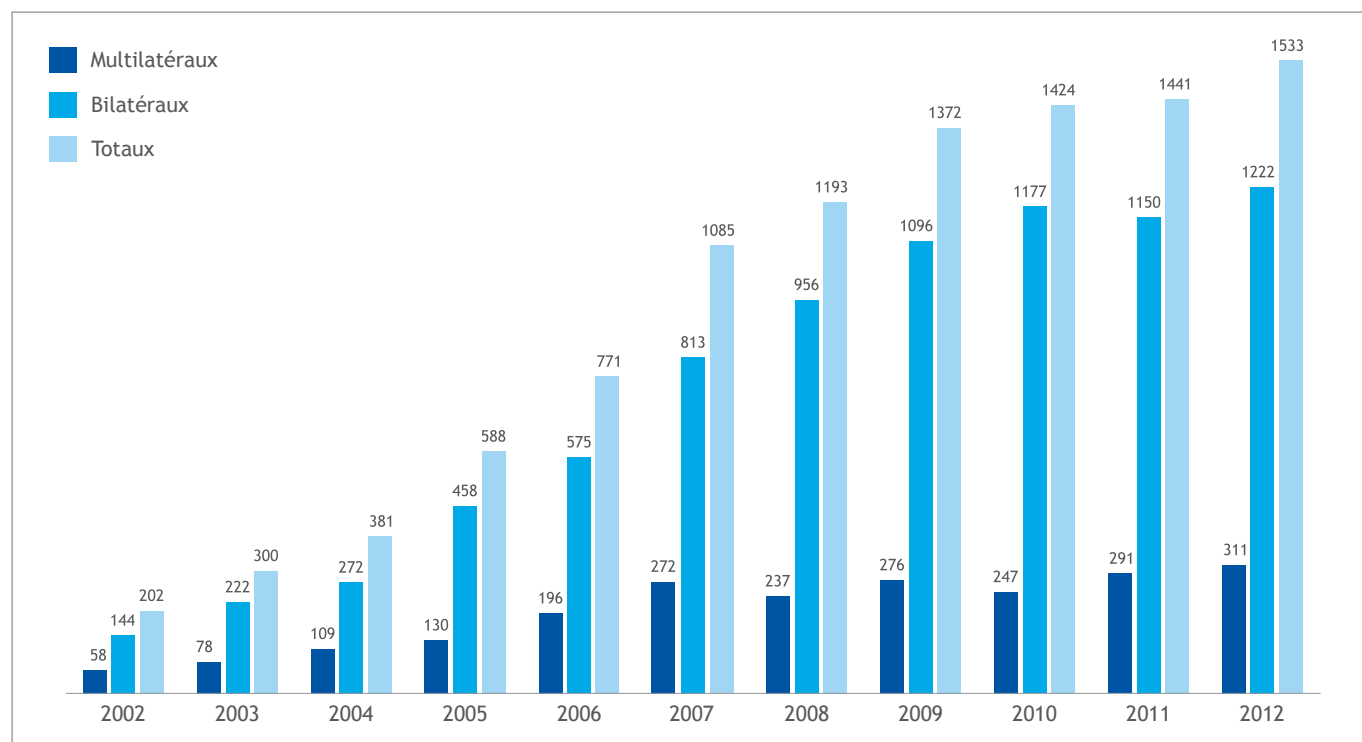


## Annexe : Statistiques pour 2012



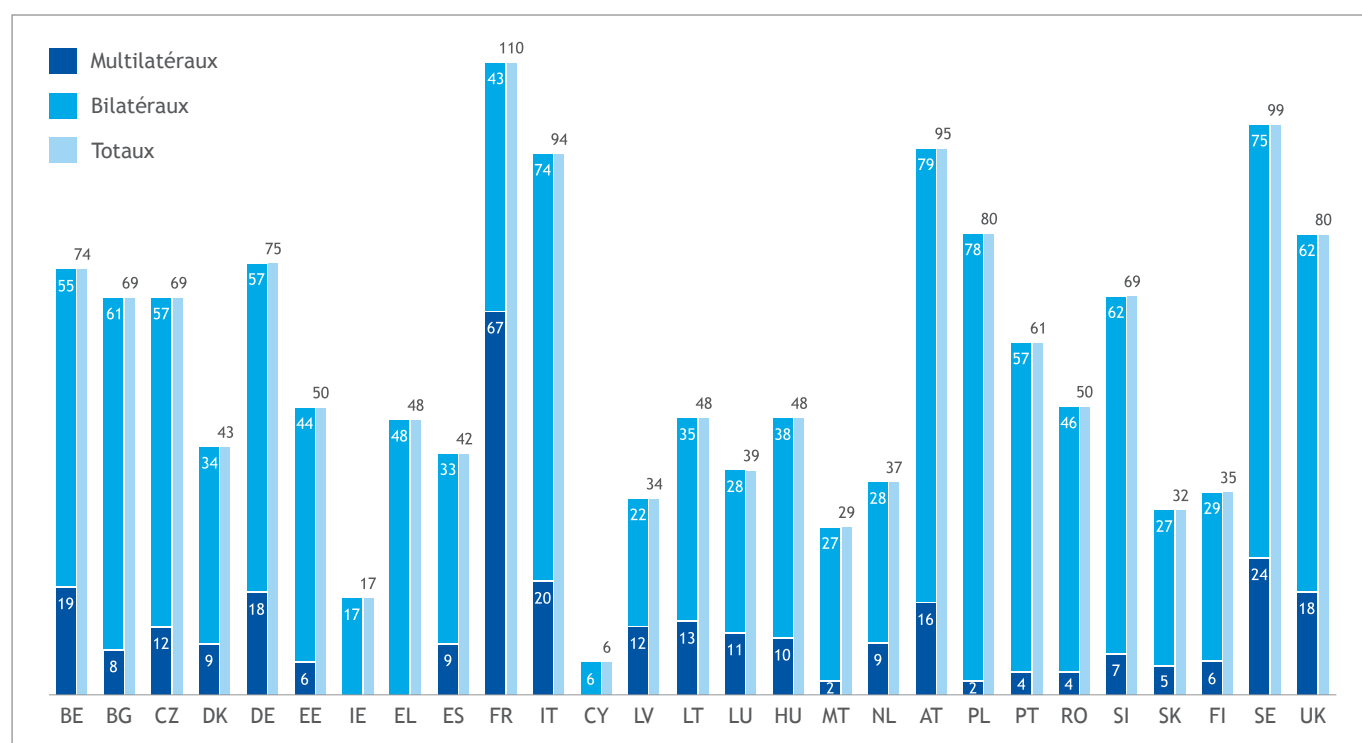
## Graphique 1 - Évolution du nombre de dossiers de 2002 à 2012

En 2012, Eurojust a enregistré 1 533 dossiers, chiffre qui confirme la tendance à la hausse du nombre de demandes d'assistance émanant des États membres depuis 2002. Environ 20 % de ces dossiers concernaient trois États membres ou plus.



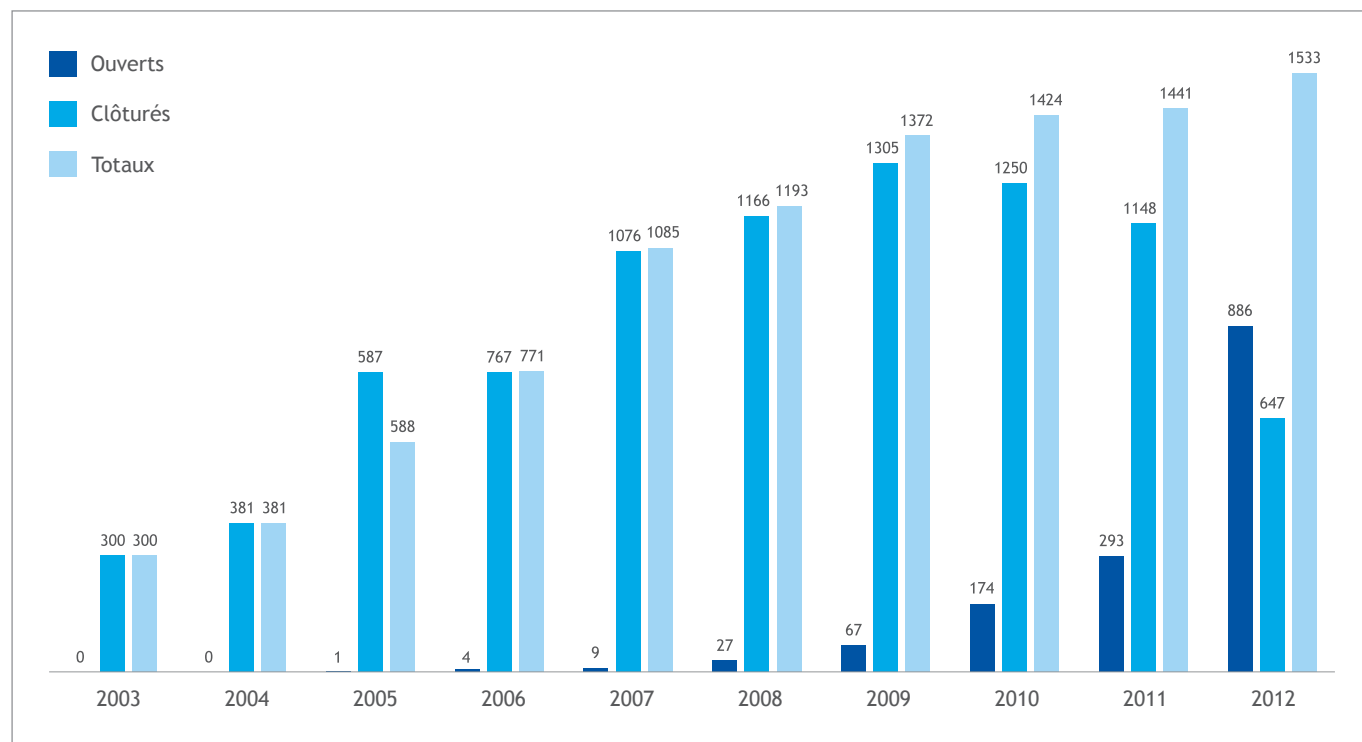
## Graphique 2 - Dossiers bilatéraux/multilatéraux par bureau national en 2012

Le graphique présente le nombre de dossiers bilatéraux et multilatéraux enregistrés par chaque bureau national en 2012. Le terme « bilatéral » ne signifie pas que le dossier concerne une infraction moins grave ou qu'une intervention limitée d'Eurojust est appropriée. Un dossier bilatéral à Eurojust peut présenter un aspect multilatéral dans un État membre.

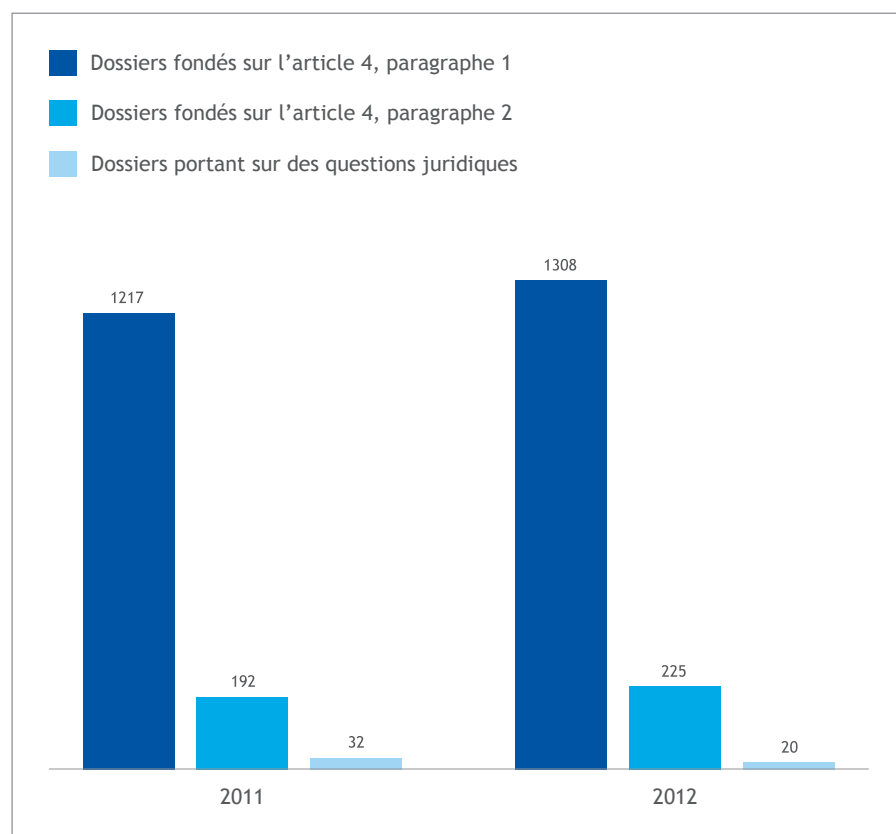


### Graphique 3 - Dossiers ouverts et clôturés entre 2003 et 2012

Le nombre de dossiers traités par les bureaux nationaux dépend non seulement du nombre de dossiers enregistrés chaque année mais également du nombre de dossiers en cours ouverts les années précédentes. Au total, Eurojust comptabilise 575 dossiers en cours datant des années précédentes (2003-2011) qui nécessitent toujours une intervention et une assistance.



### Graphique 4 - Classification générale des dossiers

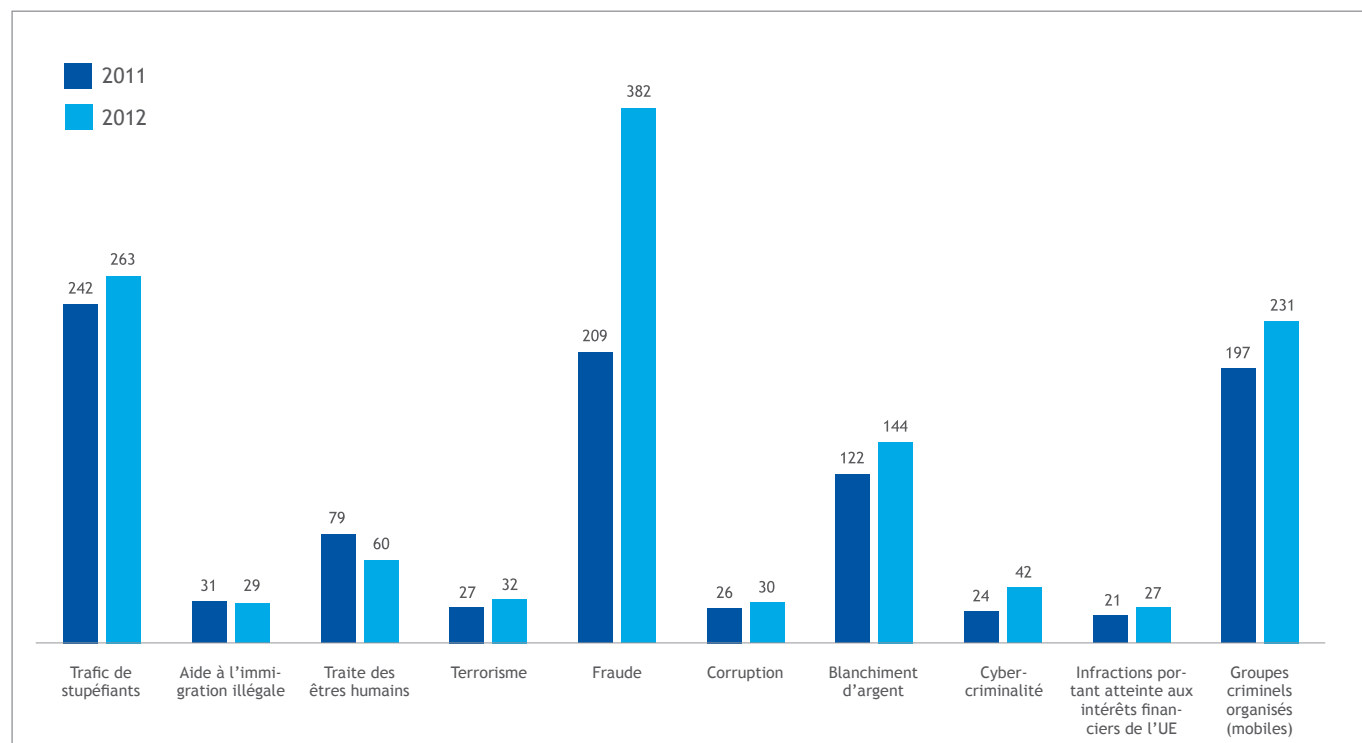


En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la décision Eurojust, le champ de compétence générale d'Eurojust recouvre les types de criminalité et les infractions pour lesquels Europol a, à tout moment, compétence pour agir, ainsi que toute autre infraction, qui présenterait un lien de connexité avec des faits délictueux, objet du mandat d'Eurojust. Eurojust peut, également, dans le strict respect de ses objectifs, et à la demande d'une autorité compétente d'un État membre, apporter son concours à des enquêtes ou des poursuites, pour d'autres types d'infractions et ce, conformément à l'article 4, paragraphe 2. Eurojust peut enfin être invitée par un État membre à fournir une assistance sur des questions ou des thèmes d'ordre plus général, qui ne sont pas nécessairement liés à un dossier opérationnel en cours, concernant notamment la législation ou les procédures nationales (dossiers portant sur des questions juridiques).

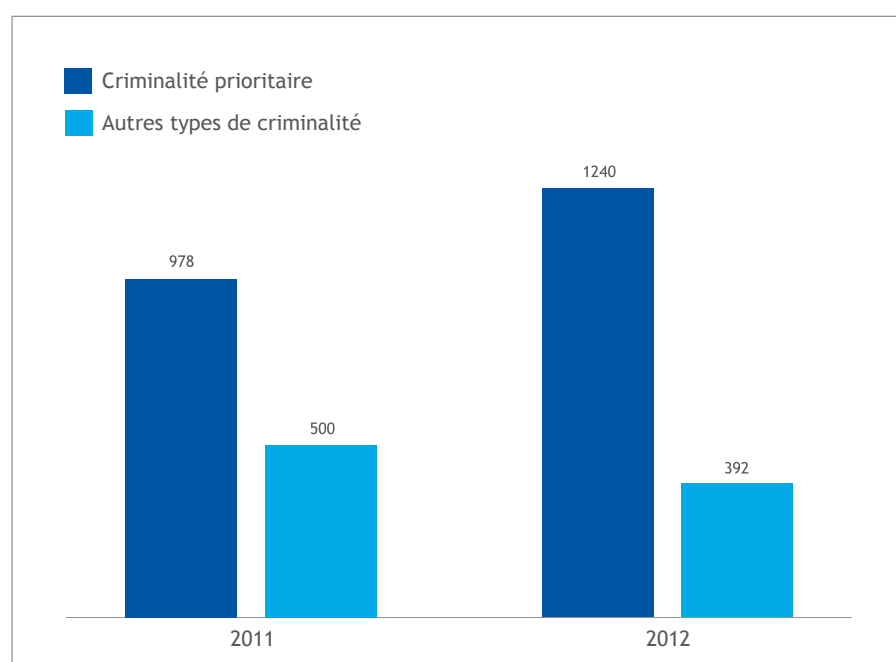
### Graphique 5 - Types de criminalité prioritaires dans les dossiers d'Eurojust

Les domaines opérationnels prioritaires retenus par Eurojust en 2012-2013 recouvrent le trafic de stupéfiants, l'aide à l'immigration illégale, la traite des êtres humains, le terrorisme, la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité, la criminalité à l'encontre des intérêts financiers de l'Union européenne ainsi que d'autres activités liées à la présence de groupes criminalité organisés dans l'économie.

Le graphique révèle, pour les années 2011 et 2012, le nombre de dossiers soumis à Eurojust et présentant un lien avec l'un de ces types de criminalité, étant précisé qu'une affaire peut concerner plusieurs d'entre eux. De plus amples informations figurent dans la section 1 aux paragraphes correspondants.



### Graphique 6 - Types de criminalité prioritaires et autres types de criminalité dans les dossiers d'Eurojust

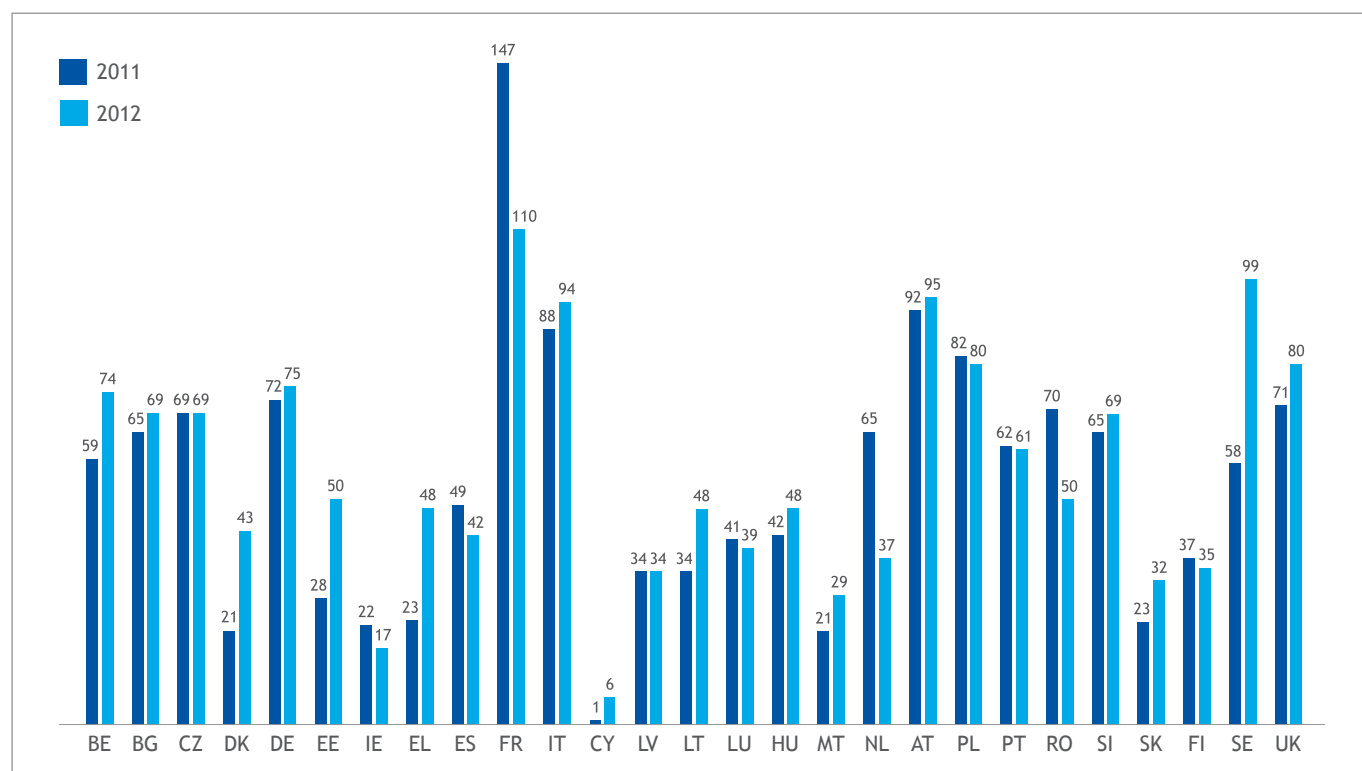


Les domaines opérationnels prioritaires retenus par Eurojust en 2012-2013 recouvrent le trafic de stupéfiants, l'aide à l'immigration illégale, la traite des êtres humains, le terrorisme, la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, la cybercriminalité, la criminalité portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne ainsi que d'autres activités liées à la présence de groupes criminels organisés dans l'économie.

Le graphique révèle, pour les années 2011 et 2012, le nombre de dossiers soumis à Eurojust et présentant un lien avec l'un de ces types de criminalité prioritaire, ainsi qu'avec les autres types de criminalité, étant précisé qu'une affaire peut concerner plusieurs d'entre eux.

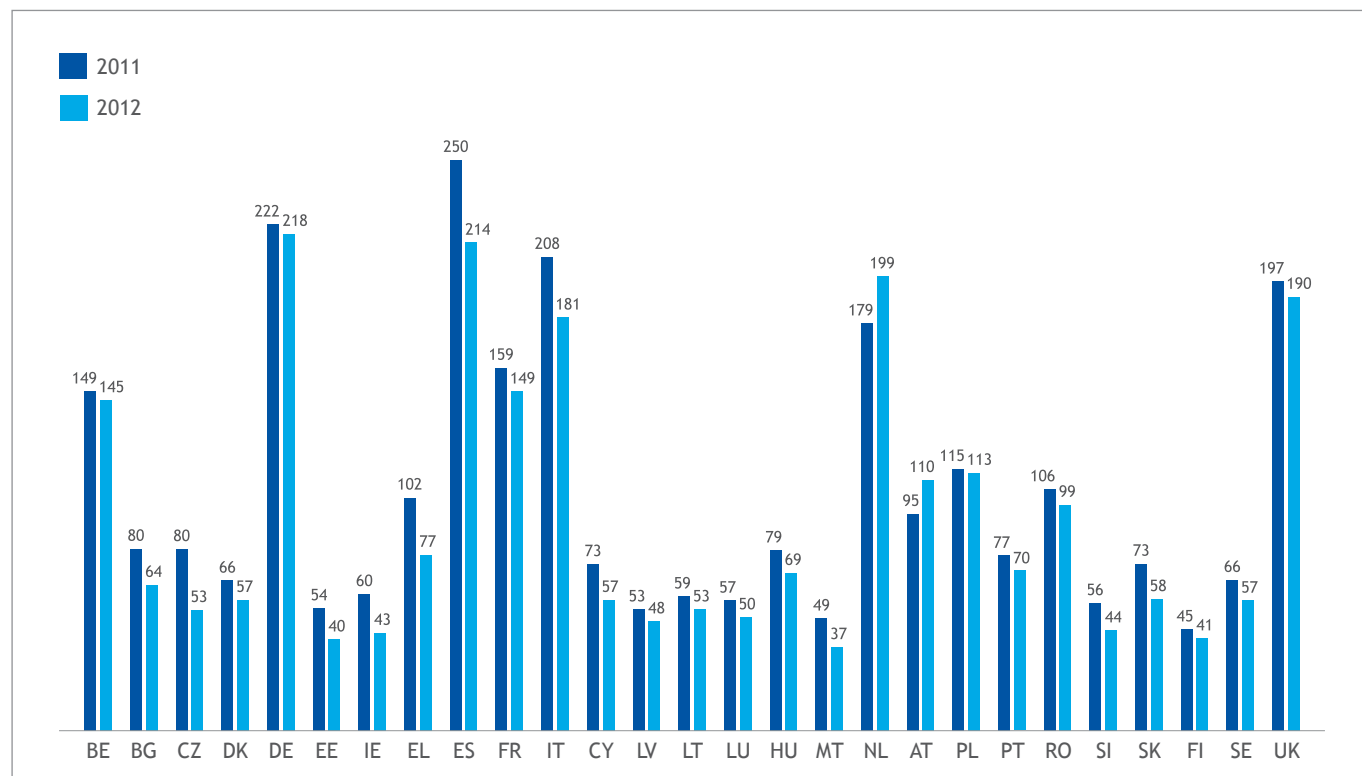
### Graphique 7 - Dossiers d'Eurojust, pays requérants

Le graphique présente pour chaque État membre le nombre de demandes d'assistance transmises à Eurojust en 2011 et 2012.



### Graphique 8 - Dossiers d'Eurojust, pays requis

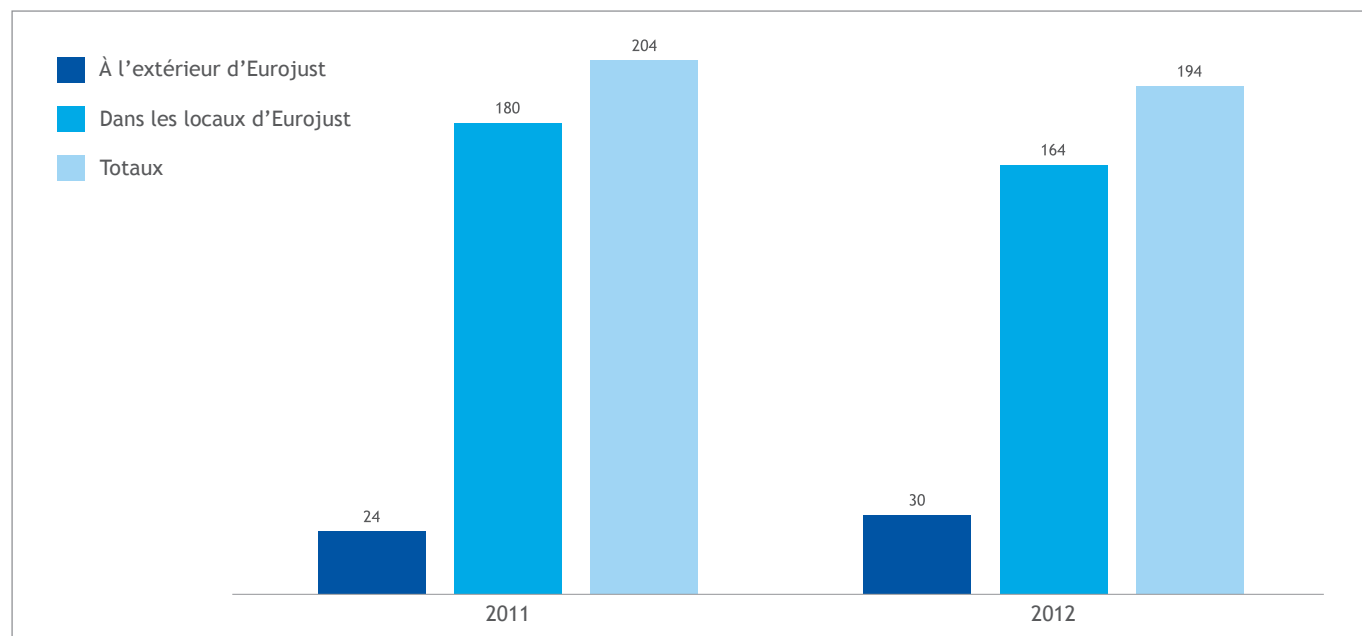
Le graphique indique le nombre de fois où l'assistance des autorités de chaque État membre a été sollicitée par l'intermédiaire d'Eurojust en 2011 et 2012.





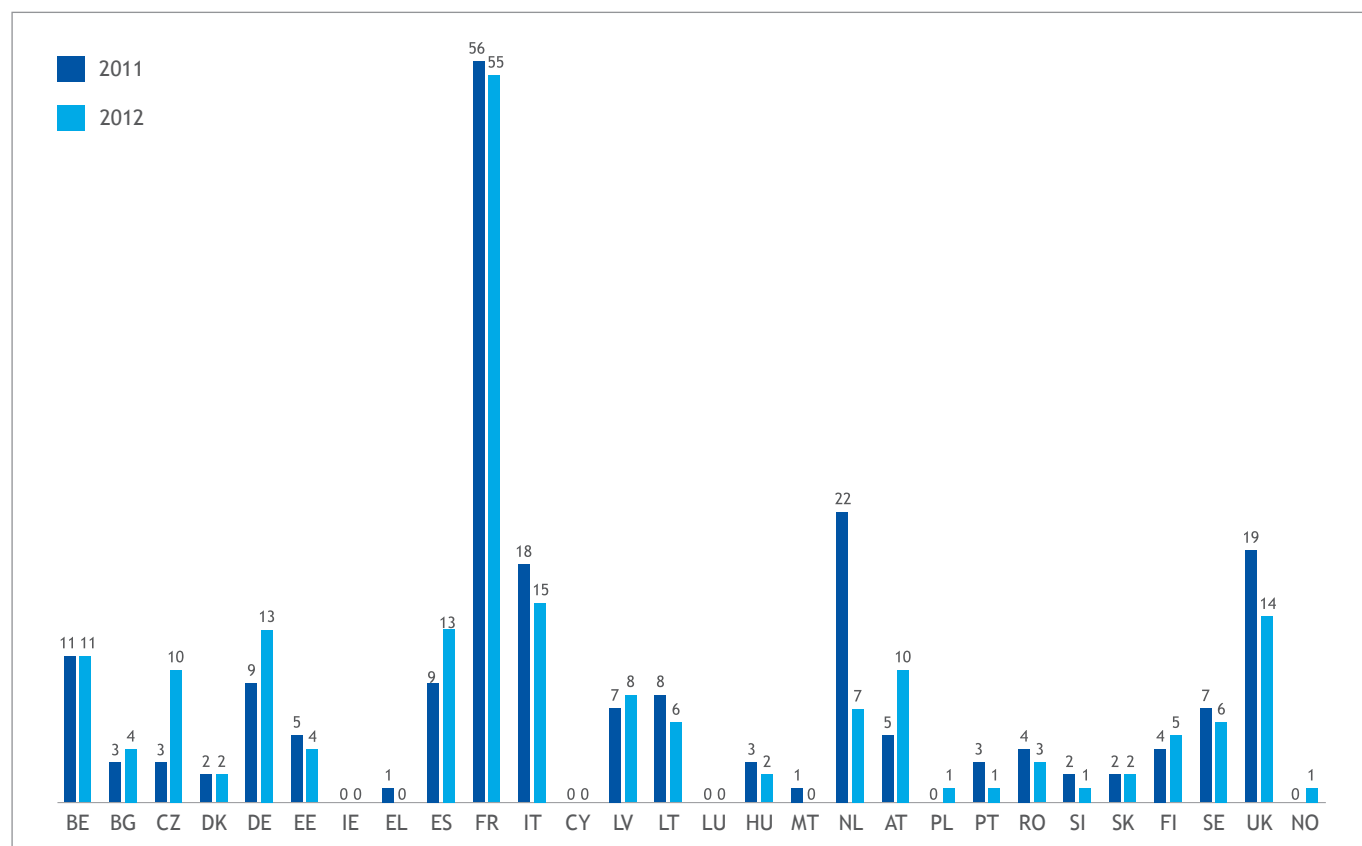
### Graphique 9 - Nombre total de réunions de coordination

Le graphique indique le nombre de dossiers ayant nécessité une réunion de coordination. Les réunions de coordination se tiennent habituellement dans les locaux d'Eurojust, à La Haye. Elles peuvent toutefois être organisées, dans des cas particuliers, dans un État membre ou un État tiers.



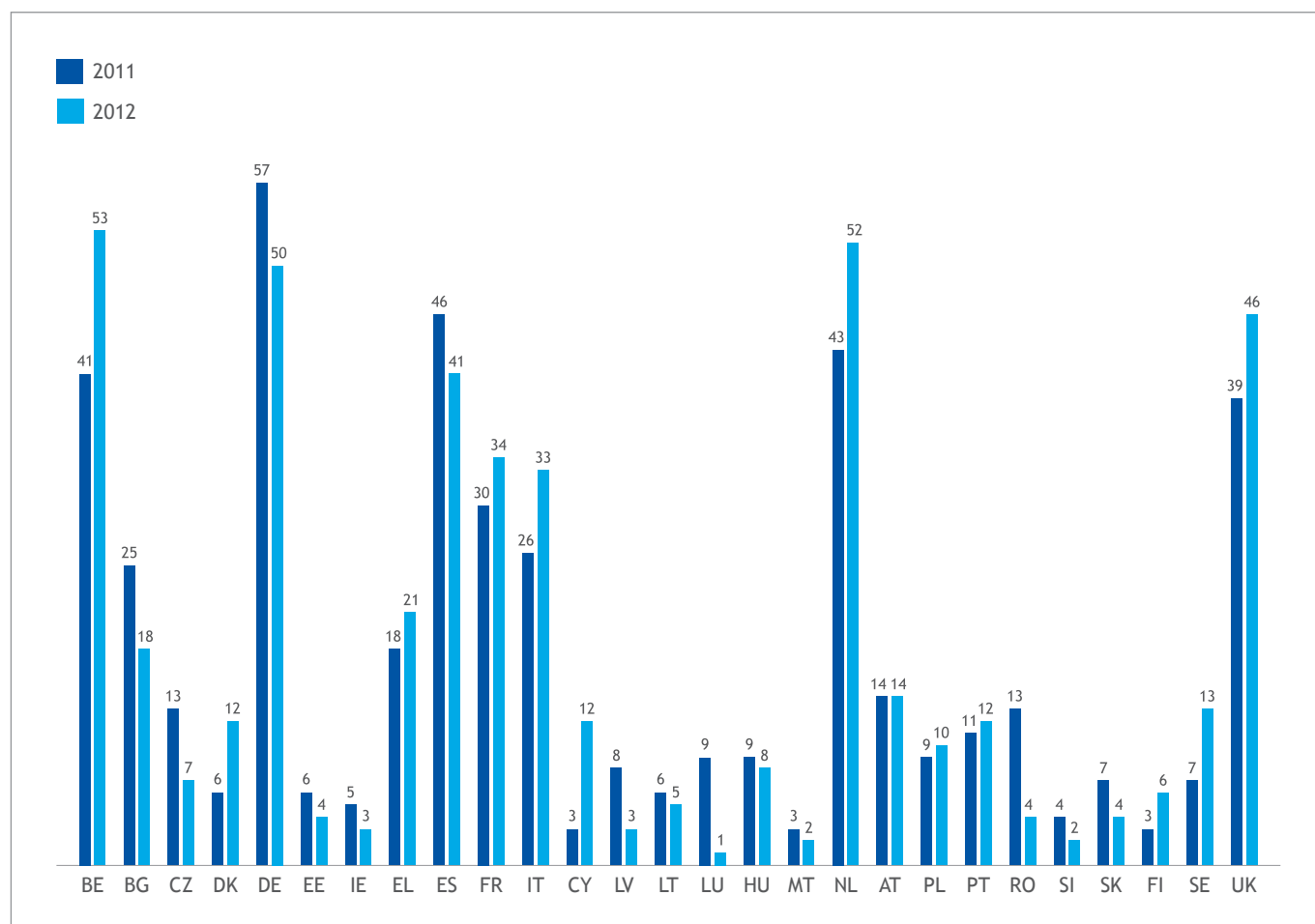
### Graphique 10 - Réunions de coordination, pays requérants

Le graphique indique, pour chaque État membre ou État tiers, le nombre de dossiers ayant nécessité une réunion de coordination suite à une demande d'assistance émanant de ce pays.



### Graphique 11 - Réunions de coordination, pays requis

Le graphique révèle pour chaque État membre le nombre de réunions de coordination Eurojust auxquelles les autorités de ce pays ont participé dans des affaires nécessitant une coordination, après avoir reçu une demande d'assistance.











© 2013 Eurojust

*Tous droits réservés. La reproduction ou l'utilisation de tout ou partie de cette publication sous toute forme ou par tous moyens, graphiques, électroniques ou mécaniques, y compris la photocopie, l'enregistrement ou des systèmes de stockage et de récupération d'informations, est interdite sans l'autorisation d'Eurojust.*

Éditeurs :	Deborah de Jonge, Jacalyn Birk
Conception/PAO :	Michèle Wilks-Speer
Crédits photos :	Michel Mees, Joannes Thuy, Leen De Zutter





**EUROJUST**

**Maanweg 174, 2516 AB, Den Haag, Pays-Bas**

**Tel: +31 70 412 5000 - E-mail: [info@eurojust.europa.eu](mailto:info@eurojust.europa.eu) - Website: [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu)**